

Le 6 novembre 2009

TELUS communique ses résultats du troisième trimestre

L'accent est mis sur l'efficacité opérationnelle et le lancement du réseau et des appareils de prochaine génération sans fil

Vancouver, C.-B. – Pour le troisième trimestre de 2009, TELUS Corporation a annoncé un bénéfice net de 280 M\$, et un bénéfice par action (BPA) de 0,88 \$, en baisse respectivement de 2 % et de 1 %. Ce trimestre, le bénéfice net et le BPA comprenaient des ajustements favorables liés aux impôts sur les bénéfices, relativement à des questions fiscales des exercices antérieurs, de quelque 14 M\$, déduction faite des impôts, ou de 0,04 \$ par action, respectivement. Exclusion faite des ajustements liés à l'impôt sur le bénéfice, le bénéfice net et le BPA ont perdu respectivement 7 % et 6 %; exclusion faite des coûts de restructuration, le bénéfice net a reculé de 2 % et le BPA est resté stable.

Les produits d'exploitation se sont chiffrés à 2,4 G\$, un recul de 39 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Le total des connexions clients de 11,9 millions a dépassé de 326 000 le chiffre d'il y a un an en raison de la croissance du sans fil, de TELUS TV et d'Internet haute vitesse. Le recul des produits d'exploitation s'explique par le déclin continu des produits d'exploitation liés à la transmission de la voix. Les produits d'exploitation liés aux données et au sans fil ont affiché une progression modeste en raison du contexte économique défavorable et d'une concurrence intense. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a chuté de 5 %, en raison surtout de la baisse des produits d'exploitation, de l'augmentation de la capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées et de la hausse des coûts de restructuration liés aux mesures d'efficacité opérationnelle. Le BAIIA sous-jacent, excluant la capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées et les coûts de restructuration, a affiché une baisse de 1 M\$. Le BAIIA sous-jacent a bénéficié de solides mesures de compression des coûts alors que les charges d'exploitation, excluant la capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées, ont diminué de 3 %.

Les flux de trésorerie disponibles de 266 M\$ ont augmenté de 748 M\$ par rapport à la période comparable de 2008, en raison principalement du paiement pendant l'exercice précédent des licences de spectre pour les services sans fil évolués. Les dépenses en immobilisations de 558 M\$ engagées pendant le trimestre s'expliquent par la poursuite de la mise en place des services filaires et sans fil à large bande destinés à faciliter les abonnements à TELUS TV et le lancement précoce d'un réseau sans fil HSPA (d'après l'anglais *High-Speed Packet Access*, ou accès haute vitesse par paquets) de prochaine génération et l'offre consécutive de nouveaux appareils aux clients.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 30 septembre		
	2009	2008	variation en %
Produits d'exploitation	2 411	2 450	(1,6)
Charges d'exploitation	1 456	1 465	(0,6)
Coûts de restructuration	32	10	n.m.
BAIIA ⁽¹⁾	923	975	(5,3)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	386	411	(6,1)
Bénéfice net ⁽²⁾	280	286	(2,1)
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽²⁾	0.88	0,89	(1,1)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	814	985	(17,4)
Dépenses en immobilisations	558	473	18,0
Total des dépenses en immobilisations ⁽³⁾	558	1 355	(58,8)
Flux de trésorerie disponibles ^{(3) (4)}	266	(482)	n.m.
Total des connexions clients	11,86	11,54	2,8

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Le bénéfice net et le BPA pour la période de trois mois de 2009 comprenaient des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices, relativement à des questions fiscale de l'exercice précédent, ayant eu une incidence favorable de quelque 14 M\$, déduction faite des impôts, ou de 0,04 \$ par action, comparativement à zéro pour la période correspondante de 2008.
- (3) Pour la période de trois mois de 2008, un versement de 882 M\$ pour les licences de spectre sans fil est inclus.
- (4) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

[« TELUS montre la voie en matière de changement dans le paysage concurrentiel canadien du sans fil grâce à sa capacité de livrer une expérience client exceptionnelle par une série d'initiatives importantes qui arrivent à maturité en même temps », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS. « Cette semaine, TELUS a commencé à offrir aux consommateurs canadiens la couverture sans fil la plus étendue et la technologie la plus rapide sur le réseau HSPA qu'elle vient de lancer. »

« Nous avons aussi lancé une gamme fantastique de tout nouveaux téléphones intelligents HSPA, dont l'emblématique iPhone3GS. Aussi à noter, le nouveau BlackBerry Bold 9700 et le HTC Hero fonctionnant sur la plateforme Android font désormais partie de la gamme d'appareils novateurs que nous offrons aux Canadiens. Cette offre d'appareils fantastiques est complétée par notre gamme de forfaits novateurs Simplicité, qui simplifient pour nos clients le choix de forfaits », a souligné M. Entwistle. « De plus, nous avons étendu la distribution de nos téléphones à plus de 100 emplacements de choix que sont les magasins Black's Photo partout au Canada. Nous espérons vivement tirer profit de cette évolution très positive sur le marché. »

Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances de TELUS, a déclaré ce qui suit : « alors que nous continuons de nous concentrer judicieusement sur des investissements dans des mesures de réduction des coûts compte tenu de la conjoncture économique et concurrentielle, nous en sommes à un point d'inflexion intéressant au chapitre de nos grands investissements de croissance puisque nous entamons une transition vers la phase de commercialisation pour nos initiatives d'expansion des services sans fil et filaires à large bande. Par conséquent, nous nous attendons à ce que nos dépenses en immobilisations atteignent un sommet durant la deuxième moitié de 2009, pendant que la croissance du nombre d'abonnés aux services sans fil, à Internet et à la télévision devrait commencer à s'accélérer. »

L'entreprise a procédé à une mise à jour de ses prévisions pour l'exercice 2009 pour tenir compte de l'incidence de la faible croissance économique actuelle au Canada, en particulier sur son secteur filaire, du lancement précoce du nouveau réseau sans fil de prochaine génération et de l'effet connexe sur les coûts d'acquisition et de fidélisation du lancement en novembre des nouveaux téléphones intelligents dont le iPhone d'Apple. L'entreprise prévoit maintenant afficher en 2009 des produits d'exploitation se situant entre 9,6 G\$ et 9,7 G\$. Pour les produits d'exploitation du secteur sans fil, la prévision a été revue à la hausse de 25 M\$ tandis que la fourchette prévisionnelle a été abaissée et resserrée pour les produits d'exploitation du secteur filaire. La fourchette prévisionnelle du BAIIA consolidé pour 2009 a été abaissée de 125 M\$, soit entre 3,475 G\$ et 3,575 G\$ compte tenu d'une baisse de 75 M\$ dans la fourchette prévisionnelle du secteur sans fil et d'une baisse de 50 M\$ dans la fourchette prévisionnelle du secteur filaire. Le total des frais annuels de restructuration estimés a augmenté de 10 M \$ et se chiffre à quelque 160 M \$. Le BPA de base pour 2009 devrait maintenant se situer dans une fourchette de 3,10 \$ à 3,30 \$. Les dépenses en immobilisations consolidées ont légèrement augmenté à quelque 2,1 G\$, et l'évaluation préliminaire des dépenses en immobilisations prévues pour 2010 n'atteint que 1,7 G \$. Les prévisions annuelles révisées et les hypothèses connexes pour 2009 ainsi que l'évaluation préliminaire des dépenses en immobilisations prévues pour 2010 sont décrites à la section 9 du rapport de gestion.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. Par nature, les énoncés prospectifs obligent la société à formuler des hypothèses et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes qui leur sont inhérents. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2009 et l'évaluation préliminaire des dépenses en immobilisations prévues pour 2010), des réserves et des facteurs de risque (y compris ceux associés au déploiement et à l'exploitation du nouveau réseau national d'accès haute vitesse par paquets et à la mise en marché consécutive de nouveaux produits, de nouveaux services et de nouveaux systèmes) mentionnés dans le Rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 et dans les rapports sur les premier et deuxième trimestres de 2009. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions annuelles.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Au troisième trimestre de 2009, les produits d'exploitation externes ont progressé de 4 M\$, ou de 0,3 %, comparativement à la période correspondante de 2008, et atteint 1,2 G\$, la croissance des ventes d'équipement et des autres produits étant de 16 %, ce qui inclut un mois de produits d'exploitation de Black's Photo Corporation acquise récemment, progression contrebalancée par une baisse de la croissance des produits liés au réseau.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil ont augmenté de 48 M\$, ou de 27 %, grâce au passage qui se poursuit vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et aux clés Internet mobiles ainsi qu'au recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie textuelle et le réseautage personnel.
- Les PMAA (produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné) se sont établis à 59,45 \$, en recul de 7,3 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent, mais ont continué de refléter l'habituelle amélioration séquentielle saisonnière. La contribution du segment en plein essor des services de transmission des données s'est chiffrée à 12,05 \$, ce qui représente 20 % des PMAA. Les produits tirés des services de transmission de la voix ont continué de fléchir en raison de la réduction du nombre de minutes utilisées et de l'optimisation des contrats conclus par les consommateurs et les entreprises, de la baisse des produits du service axé sur les fonctions Mike, de la diminution des produits liés à l'itinérance depuis l'étranger et d'une proportion accrue de clients de Koodo Mobile.
- Le nombre net de nouveaux abonnés s'est établi à 125 000, une chute de 29 % par rapport à la période correspondante de 2008, en excluant les désactivations d'abonnés découlant de l'abandon du réseau analogique il y a un an, mais a progressé de 13 % de manière séquentielle. La baisse enregistrée sur douze mois s'explique principalement par le fait que les désabonnements au service Koodo sont passés d'un nombre très faible l'an dernier, étant donné la nouveauté du service, à des niveaux normaux cette année et par la diminution du nombre de clients des services prépayés. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont atteint 131 000, alors que les pertes nettes d'abonnés aux services prépayés se sont chiffrées à 6 000.
- Le taux de désabonnement regroupé mensuel a légèrement augmenté, de 1,52 % il y a un an à 1,55 %, en excluant les désactivations d'abonnés au réseau analogique en septembre 2008 par rapport au taux de désabonnement de l'exercice précédent.
- Le BAIIA de 517 M\$ a reculé de 1,7 % en raison de la hausse des frais de fidélisation de la clientèle et des charges d'exploitation du réseau, laquelle a été partiellement compensée par une baisse des coûts d'acquisition.
- Les coûts d'acquisition par ajout brut d'abonnés ont fléchi de 11 % en glissement annuel et s'établissent à 320 \$ grâce à la diminution des frais de publicité et de promotion ainsi que des commissions, baisse partiellement contrebalancée par les rabais plus élevés sur les téléphones intelligents.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) a reculé de 69 M\$ et s'est établi à 324 M\$ pour le trimestre en raison d'une croissance plus faible du BAIIA et de dépenses en immobilisations plus élevées pour soutenir les importants travaux de construction du réseau HSPA de prochaine génération qui seront achevés cette année. Cependant, en tenant compte du paiement des licences de spectre pour les services sans fil évolués, le flux de trésorerie simple a augmenté de 813 M\$.

Services filaires de TELUS

- Au troisième trimestre de 2009, les produits d'exploitation externes ont diminué de 43 M\$, ou 3,4 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et se chiffrent à 1,2 G\$ en raison de la baisse des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 8 M\$, ou de 1,6 %, grâce surtout à la croissance des abonnements au service Managed Workplace, à Internet et à TELUS TV ainsi que des produits tirés des services de transmission et d'hébergement améliorés.

- Le nombre net de nouveaux abonnés à Internet haute vitesse TELUS s'est établi à 9 000, en baisse comparativement à 13 000 pour la période correspondante de 2008, ce qui s'explique par un marché en voie de saturation et par l'activité promotionnelle des concurrents de la câblodistribution.
- Le nombre de nouveaux abonnés à TELUS TV s'est établi à 22 000, un bond de 83 % par rapport à la période comparable de 2008, attribuable à l'amélioration de la couverture à large bande, à une intensification des efforts de marketing et au lancement du service TELUS TV Satellite qui complète la couverture des services reposant sur IP.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 44 000 au cours du trimestre et s'établit à 4,1 millions, en recul de 4,3 % par rapport à l'exercice précédent. La perte de 41 000 lignes d'accès résidentielles représente une amélioration par rapport à l'exercice précédent grâce à un travail plus efficace de reconquête des clients et aux avantages tirés du regroupement des services, y compris TELUS TV. Une baisse du nombre de lignes commerciales d'accès au réseau dans l'Ouest du Canada liée à des facteurs économiques et concurrentiels neutralise largement la hausse du nombre de lignes commerciales en Ontario et au Québec.
- Le BAIIA, qui se chiffre à 406 M\$, a diminué de 9,6 % en raison surtout des coûts élevés de restructuration et de la capitalisation du régime de retraite. Le BAIIA, excluant les frais de restructuration et la capitalisation du régime de retraite, a progressé de 4 M\$ grâce à une baisse du nombre d'employés équivalents temps plein et à de solides mesures de compression des coûts alors que les charges d'exploitation du service filaire excluant ces dépenses ont baissé de 5,4 %.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) a diminué de 68 M\$ ce trimestre, s'établissant à 41 M\$, en raison du recul du BAIIA et de l'augmentation des dépenses en immobilisations, liées principalement à la poursuite des améliorations apportées au réseau à large bande et à la croissance des abonnements à TELUS TV.

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

TELUS lance le réseau 3G+ le plus étendu au Canada

Le 5 novembre, TELUS a lancé le réseau 3G+ le plus étendu au Canada. Le nouveau réseau mobile de nouvelle génération cadre avec la stratégie de TELUS qui consiste à mettre plusieurs réseaux à la disposition des clients afin de leur offrir des vitesses de transmission de données mobiles pouvant atteindre jusqu'à 21 Mbits/s, l'accès à une vaste sélection de services et d'appareils attrayants de classe mondiale, ainsi qu'un accès au service d'itinérance internationale dans plus de 200 pays. Cette initiative devrait faciliter également la transition harmonieuse vers la technologie mobile de quatrième génération (4G) ou technologie LTE (pour Long Term Evolution).

Grâce au nouveau réseau HSPA+ (accès haute vitesse par paquets) de TELUS, les clients profiteront de temps de téléchargement extraordinairement plus courts pour les pages Web, les courriels, la musique et les films.

TELUS lance le iPhone 3GS au Canada

Le 5 novembre, TELUS a lancé le iPhone 3GS et le iPhone 3G ainsi qu'une gamme de forfaits de transmission de données 3G à l'intention des clients qui opteront pour ces appareils. Les iPhones fonctionneront sur le réseau HSPA+ récemment lancé par TELUS et qui donne accès à la couverture 3G+ la plus étendue au Canada.

Le iPhone 3GS est le iPhone le plus puissant et le plus rapide jusqu'à maintenant. Il comporte une foule de nouvelles fonctions et caractéristiques incroyables comme une performance et une vitesse accrues (jusqu'à deux fois plus rapide que le iPhone 3G), une durée de pile prolongée, un appareil-photo de 3 mégapixels de grande qualité avec mise au point automatique et fonction d'enregistrement vidéo conviviale ainsi qu'une fonction de commande vocale pour l'utilisation en mode mains libres. Le iPhone 3GS est doté du système d'exploitation iPhone OS 3.1, le système

d'exploitation mobile le plus évolué au monde qui offre les fonctions couper, copier et coller, les fonctions de recherche Spotlight et de clavier horizontal, le service de messagerie multimédia et bien davantage.

De nouveaux téléphones intelligents emballants sur le réseau 3G+ de TELUS

Les clients de TELUS peuvent maintenant utiliser les principaux téléphones intelligents offerts à l'échelle mondiale sur le nouveau réseau 3G+ de TELUS, y compris le très populaire Nokia E71, et le BlackBerry Bold 9700. Une exclusivité de TELUS au Canada, le HTC Hero est un téléphone intelligent révolutionnaire à écran tactile, fonctionnant sur la plateforme Android, qui permet une personnalisation encore plus sophistiquée, et le LG New Chocolate, exclusivité de TELUS en Amérique du Nord, est un combiné étonnant conçu pour la technologie du futur. Également offert, le Sierra 306 Internet key, conçu pour être compatible avec le réseau 3G+ disponible le plus rapide, dont les vitesses de pointe nominales de téléchargement de données indiquées par le fabricant pouvant aller jusqu'à 21 Mbit/s. Ce trimestre, TELUS a également lancé les téléphones 3G suivants : LG Versa 9600, LG Keybo 2, Motorola Rival A455, Samsung Intensity U450 et LG Masterpiece.

TELUS offre les forfaits Simplicité^{MC} aux Canadiens

Le 5 novembre, TELUS a lancé ses tarifs clairs et nets sans frais d'accès au réseau et au service d'urgence 911. La nouvelle tarification s'applique à tous les forfaits des services mobiles affaires et consommateurs. Aux consommateurs, TELUS offre une nouvelle gamme de forfaits Simplicité; ces forfaits se distinguent par le fait qu'ils ne comportent aucuns frais d'accès au réseau ou au service 911. De plus, cette gamme offre aux clients un choix simplifié de forfaits qui leur facilite la vie lorsque vient le temps de choisir ce qui leur convient le mieux. Les forfaits ont généralement été augmentés de 5 \$, offrant un service d'une valeur améliorée pour le client avec l'inclusion d'un service de messagerie vocale.

Ces nouveaux forfaits s'inscrivent bien dans la promesse de la marque TELUS, le futur est simple. Les clients actuels de TELUS peuvent continuer à renouveler leurs forfaits existants ou opter pour les forfaits affichant les nouveaux tarifs. Sur le marché concurrentiel du sans fil, TELUS, en réduisant la complexité de sa tarification, se place en meilleure position pour retenir ses clients et en attirer de nouveaux et, de plus, la réduction du nombre de forfaits contribue à l'efficience opérationnelle.

TELUS fait l'acquisition de Black's Photo (« Astral Photo ») et prévoit de vendre des téléphones-appareils photo

En septembre, TELUS a acheté Black's Photo Corporation pour une contrepartie de 26 M\$. Black's (« Astral Photo ») est un détaillant national offrant des services d'imagerie numérique partout au Canada par l'entremise de 113 magasins situés principalement dans les centres commerciaux. Quatre-vingt-un, soit 72 %, des magasins Black's sont situés en Ontario. Depuis le 5 novembre, TELUS a élargi sa capacité de distribution de produits sans fil par l'entremise de Black's, complétant ainsi le réseau actuel de ses détaillants et des boutiques appartenant à la société. On s'attend à ce que la proportion d'appareils sans fil dotés de fonctions photo et vidéo intégrées de grande qualité continue d'augmenter, si bien que le lien entre les gammes de produits de TELUS et de Black's a semblé naturel.

Décisions du CRTC sur la neutralité du Net

Les décisions du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) publiées le 21 octobre établissent des lignes directrices pour des pratiques de gestion raisonnable du trafic Internet et défendent le principe de la facturation fondée sur l'utilisation pour les services d'accès LNPA (ou ADSL en anglais) de gros. TELUS estime que ces décisions sont justes car elles reconnaissent les investissements importants effectués par les fournisseurs de services Internet (FSI) comme TELUS dans l'infrastructure Internet tout en tenant compte des consommateurs grâce à de nouvelles exigences de divulgation des pratiques de gestion du réseau par les FSI.

Dans sa décision sur les pratiques de gestion du trafic Internet (évoquées communément par des termes comme « étranglement des réseaux », « lissage du trafic » ou « neutralité du Net »), le CRTC a permis à Bell, Rogers, Shaw et aux autres FSI de poursuivre le lissage du trafic généré par les applications de partage de fichiers poste-à-poste, pour le moment; cependant le CRTC évaluera par la suite les mesures prises par chaque fournisseur par rapport au cadre qu'il a établi. La question de savoir si le lissage est permis n'a donc pas encore été définitivement résolue, mais le CRTC admet que, dans certaines circonstances, le lissage est peut-être la seule solution viable pour résorber la congestion du trafic.

Les décisions du CRTC n'ont pas de conséquences immédiates sur TELUS car nous ne pratiquons pas le lissage; toutefois nous sommes satisfaits de voir que le CRTC préserve la souplesse des FSI pour l'adoption de tarifs fondés sur l'usage pour les services de gros et de détail. Le fait que le CRTC reconnaît que la congestion constitue un problème réel et que le trafic doit être géré est un point positif. Sa décision tient compte des réalités auxquelles les FSI sont confrontés, mais veut aussi être juste pour les consommateurs. Le président du CRTC a fort justement déclaré que « le Canada est le premier pays à élaborer et à mettre en œuvre une approche globale concernant les pratiques de gestion du trafic Internet. »

Le CRTC estime qu'un nouveau venu sur le marché du sans fil n'a actuellement pas le droit d'exercer ses activités

En avril, TELUS avait demandé au CRTC de déterminer si une entreprise nouvelle venue sur le marché du sans fil, Globalive, respectait les règles sur la propriété canadienne auxquelles toutes les entreprises de communication doivent se conformer au Canada. Après des audiences publiques tenues en septembre, le 29 octobre, le CRTC a établi que Globalive ne satisfaisait pas aux exigences en matière de propriété et de contrôle canadiens énoncées dans la *Loi sur les télécommunications* et qu'elle ne pouvait être autorisée actuellement à exercer des activités à titre de fournisseur canadien de services de télécommunications.

Il y a 15 mois, Globalive a acheté des licences de spectre pour les services sans fil lors d'une mise aux enchères par le gouvernement. TELUS avait recommandé à Industrie Canada que les enchérisseurs soient préqualifiés avant la mise à l'enchère, ce qui ne fut pas fait. Après les enchères, Globalive avait proposé une structure de propriété et de dette où plus de 80 % de sa structure du capital appartenait à une société égyptienne. Cette structure représentait une participation beaucoup plus grande d'investisseurs étrangers que tout ce qui avait été approuvé par les autorités canadiennes jusqu'à maintenant dans les domaines des télécommunications ou de la diffusion. Par ailleurs, le CRTC a été également préoccupé par le contrôle exercé sur Globalive par une seule entreprise étrangère par la voie d'ententes de services techniques et d'utilisation d'une marque de commerce.

TELUS ne s'est jamais opposée à ce que les restrictions relatives à la propriété étrangère soient levées au Canada, mais elle a simplement demandé à ce que toutes les sociétés de communication au Canada soient soumises aux mêmes règles, sans qu'aucun avantage artificiel et injuste ne soit consenti à une entreprise par le gouvernement ou l'organisme de réglementation.

La décision du CRTC n'empêche pas Globalive ou n'importe quelle autre entreprise de communication sans fil de faire des affaires au Canada ou d'avoir accès à des capitaux canadiens, comme plusieurs l'ont déjà fait avec succès. Elle demande que Globalive se plie aux lois en vigueur au Canada et apporte des modifications à la structure de sa gouvernance et de son capital. TELUS est d'avis que ces mesures correctives devraient être prises dans des délais raisonnables.

Pour les prochaines enchères, TELUS recommandera de nouveau au gouvernement de procéder à une préqualification des enchérisseurs.

L'étude TELUS-Rotman sur la sécurité informatique indique une hausse du nombre des brèches de sécurité et de leur coût

Au mois de septembre, TELUS et la Rotman School of Management ont publié les résultats de leur étude annuelle sur la sécurité de l'environnement des TI au Canada. Selon un sondage mené auprès de plus de 600 spécialistes de la sécurité informatique d'un bout à l'autre du pays, les brèches de sécurité informatique ont coûté à l'organisation canadienne moyenne environ 834 000 \$ en 2009, une augmentation de 97 % par rapport aux pertes de 423 000 \$ mises en évidence par l'étude l'an dernier. De même, le nombre moyen de brèches de sécurité informatique signalées a progressé de 276 % pour se chiffrer à 11 par organisation en 2009, comparativement à une moyenne de trois brèches de sécurité en 2008.

TELUS, chef de file mondial dans le domaine des produits et des services de sécurité, exploite l'un des principaux laboratoires internationaux spécialisés dans l'analyse des menaces et de la vulnérabilité. Les solutions de TELUS en matière de sécurité des applications, des données et de l'infrastructure permettent aux entreprises de diriger leurs efforts sur l'avenir. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les solutions de sécurité de TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

PRIX ET RECONNAISSANCE

Le rapport annuel de TELUS classé 3^e au monde

Pour la septième année de suite, le *Rapport annuel sur les rapports annuels* a constaté que TELUS a produit l'un des 10 meilleurs rapports annuels au monde. Le rapport 2008 de TELUS a été classé troisième au monde comme l'année précédente. Enterprise.com est le seul organisme dans le monde qui compare, évalue et classe les rapports annuels des sociétés à l'échelle internationale. Un jury indépendant évalue 300 rapports annuels sélectionnés à partir d'une liste encore plus longue de sociétés inscrites en bourse. L'étude détaillée comporte 10 critères d'évaluation principaux : la présentation, les faits saillants, la stratégie, les activités, les finances, les investisseurs, la gouvernance, la comptabilité, la responsabilité et la communication.

TELUS inscrite au Dow Jones Sustainability World Index

Pour une neuvième année consécutive, le Dow Jones Sustainability World Index (DJSI World) a classé TELUS parmi les principales entreprises au monde au chapitre de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). TELUS est la seule entreprise de télécommunications nord-américaine et l'une des 11 seules entreprises canadiennes tous secteurs confondus inscrites à l'indice mondial des principaux chefs de file sur les plans économique, environnemental et social. Les sociétés inscrites au DJSI jouent un rôle prépondérant dans leur secteur d'activité et mettent en œuvre des pratiques d'excellence sur le plan de la stratégie, de l'innovation, de la gouvernance et des relations avec les actionnaires, les employés et les autres parties intéressées. L'examen annuel est fondé sur une évaluation attentive des résultats des entreprises selon plus de 50 critères RSE d'ordre général mais aussi propres à leur secteur.

TELUS classée au palmarès des 100 meilleurs employeurs du Canada

En octobre, TELUS a été désignée comme l'un des meilleurs employeurs au pays par Mediacorp Canada, dans le cadre de son 10^e concours annuel des 100 meilleurs employeurs au Canada. Mediacorp Canada est le plus grand éditeur canadien de périodiques et d'annuaires en ligne traitant de l'emploi. Les organisations citées sur la liste des 100 meilleurs employeurs au Canada pour 2010 ont été évaluées par rapport à huit critères : l'environnement de travail physique, l'ambiance professionnelle et sociale; les avantages sociaux sur les plans de la santé, des finances et de la famille; les vacances et les congés; la communication avec les employés; la gestion du rendement, la formation et le perfectionnement des compétences et enfin l'engagement communautaire.

TELUS désignée la meilleure pour l'assistance-annuaire

TELUS a été reconnue comme étant le meilleur fournisseur national d'assistance-annuaire au Canada pour une cinquième année de suite. L'étude 2009 réalisée par The Paisley Group a en outre classé TELUS au premier rang du service à la clientèle dans l'indice de l'assistance-annuaire aux États-Unis et au deuxième rang du classement général des services d'assistance-annuaire des É.-U.. Selon The Paisley Group, aucun autre fournisseur de services du secteur ne traite les appels à l'assistance-annuaire avec plus d'exactitude et de professionnalisme que TELUS.

Trois membres de l'équipe TELUS cités parmi les 40 meilleurs professionnels des télécommunications de moins de 40 ans par Global Telecom Business

En août, Global Telecom Business a cité trois membres de l'équipe TELUS parmi les 40 meilleurs professionnels de moins de 40 ans qui seront vraisemblablement appelés à devenir des chefs de file de l'industrie mondiale des télécommunications au cours de la prochaine décennie.

David Sharma, premier vice-président de TELUS Solutions partenaires; Dalia Hussein, directrice générale, Architecture des données, Transformation de l'entreprise et activités technologiques, TELUS; et Shane Logan, directeur général, Développement et stratégie de services, Stratégie de technologie, TELUS, ont été nommés par les lecteurs de Global Telecom Business puis sélectionnés pour la liste finale par le rédacteur en chef et le personnel du magazine parmi des centaines de chefs de file de l'industrie qui avaient été nommés. Global Telecom Business a des abonnés dans le monde entier et ses articles sont rédigés à l'intention des dirigeants du marché des télécommunications. Il s'agissait du premier concours des 40 meilleurs professionnels de moins de 40 ans présenté par le magazine.

INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE ET APPUI

TELUS et les Oilers d'Edmonton marquent un but dans le cadre d'un nouveau partenariat de hockey

En septembre, TELUS a annoncé une entente de parrainage de plusieurs années et de plusieurs millions de dollars avec l'équipe des Oilers d'Edmonton de la LNH. Le partenariat de TELUS avec les Oilers prévoit un certain nombre d'événements intéressants au cours de la saison 2009-2010 afin de permettre aux amateurs de tout âge qui assistent aux matchs et à ceux qui les regardent à la télévision d'entrer dans l'action. Pour souligner ce nouveau partenariat, TELUS a également fait un don de 25 000 \$ à la Edmonton Oilers Community Foundation afin de soutenir son travail auprès des Clubs garçons et filles d'Edmonton.

Célébration de la remise de dons TELUS à Vancouver, à Ottawa et à Rimouski

En septembre, TELUS a rendu hommage aux organismes caritatifs du Lower Mainland, en C.-B., à l'occasion de la deuxième Célébration annuelle de la remise de dons TELUS à Vancouver. Au début du mois d'août, des organismes de bienfaisance d'Ottawa et des organisations sans but lucratif des régions de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent ont également été honorés dans le cadre des tout premiers événements de Célébration de remise de dons TELUS qui se sont tenus dans ces régions. Les projecteurs se sont tournés vers des personnes exceptionnelles qui, avec leurs organismes, travaillent sans relâche pour faire une différence dans la vie des personnes de notre collectivité qui ont besoin d'aide. Cette année, TELUS et les membres de son équipe ont versé plus de 4 M\$ en dons à plus de 600 organismes de bienfaisance du Lower Mainland, 1,3 M\$ à plus de 110 organismes de la région d'Ottawa et près de 300 000 \$ à plus de 25 organismes locaux de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent. Ces montants comprennent des fonds provenant du Programme de dons de charité des employés de TELUS, des comités d'investissement communautaire de TELUS, des ambassadeurs communautaires de TELUS ainsi que les dons de l'entreprise TELUS. Dans le cadre du Programme de dons de charité des employés de TELUS, l'entreprise verse une somme égale aux contributions des employés aux organismes de bienfaisance admissibles.

Le TELUS TAIÛWANfest

En août à Toronto et en septembre à Vancouver, TELUS a invité les Canadiens à venir vivre une expérience culturelle riche et diversifiée au TELUS TAIÛWANfest. Les événements, parrainés par TELUS, sont de spectaculaires festivals annuels des arts et de la culture centrés sur diverses formes de l'expression artistique contemporaine et sur la présentation de programmes reflétant le Taiwan d'aujourd'hui. Avec plus de 140 000 participants, ces festivals multidisciplinaires de trois jours sont le plus grand événement canadien où le mandarin et l'anglais sont à l'honneur. Cette année, le thème était dérivé du mariage et s'intitulait « Un nouveau voyage » et soulignait le 4^e anniversaire de ce festival à Toronto et le 20^e à Vancouver.

CHANGEMENTS À PROPOS DES DIVIDENDES

TELUS modifiera son programme de réinvestissement des dividendes pour procéder à l'émission d'actions sur le capital autorisé et offre une escompte de 3 %

TELUS prévoit modifier son programme de réinvestissement des dividendes afin d'émettre des actions sur le capital autorisé avec un escompte de trois pour cent sur le cours moyen du marché. Des actions sans droit de vote acquises par des paiements optionnels au comptant dans le cadre du programme seraient émises sur le capital autorisé à 100 % du cours moyen du marché. Au cours des dernières années, des actions sans droit de vote achetées en vertu du régime de réinvestissement des dividendes de l'entreprise ont été achetées sur le marché libre sans escompte. Ces modifications entreraient en vigueur le 1^{er} décembre 2009 et s'appliqueraient au dividende à payer le 4 janvier 2010 aux détenteurs d'actions ordinaires et sans droit de vote inscrits au 11 décembre 2009. Dans le cadre de ce régime remanié, les détenteurs d'actions ordinaires et sans droit de vote qui résident au Canada et aux États-Unis pourraient décider que les dividendes versés sur leurs actions soient réinvestis dans des actions sans droit de vote de TELUS. TELUS prévoit déposer plus tard aujourd'hui auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis une déclaration d'enregistrement sur formulaire F-3 afin que ces modifications puissent entrer en vigueur. Des détails complets sur le régime se trouvent à telus.com/drisp (en anglais seulement).

Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 4 janvier 2010 aux détenteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2009.

- 30 -

Relations avec les médias :
Stacey Masson
514-977-8766
stacey.masson@telus.com

Relations avec les investisseurs :
Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et autres personnes intéressées peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels ainsi que des diapositives sur ces résultats, des renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport des premier et deuxième trimestres 2009 sur notre site Web à HYPERLINK "http://about.telus.com/investors/en/investor/shareholder.html (en anglais seulement).

Conférence téléphonique trimestrielle et présentation en webdiffusion

La conférence téléphonique trimestrielle de TELUS est fixée au vendredi 6 novembre 2009 à 11 h (HE) et comprendra un exposé sur nos résultats du troisième trimestre. Par la suite, les analystes pourront poser leurs questions. Les parties intéressées peuvent avoir accès à la conférence en direct, en mode écoute seulement, à : telus.com/investors. La transcription de la conférence sera affichée sur le site Web pendant plusieurs jours ouvrables. En outre, un enregistrement sera accessible du 6 au 16 novembre 2009 à telus.com/investors ou par téléphone (1-403-205-4531 ou 1-877-245-4531, n° de réservation 968017 suivi du carré.)

TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,6 milliards de dollars et à 11,9 millions de connexions clients, dont 6,4 millions d'abonnés à des services mobiles, 4,1 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,2 million d'abonnés à des services Internet et plus de 100 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par Darren Entwistle, président et chef de la direction, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS, les membres de l'équipe et les retraités ont versé 137 millions de dollars à de nombreux organismes caritatifs et sans but lucratif, et fait plus de 2,6 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. En outre, TELUS a créé neuf comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

TELUS CORPORATION
Rapport de gestion
Troisième trimestre de 2009

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs annuels, les indications révisées et les hypothèses connexes pour 2009, ainsi que l'évaluation préliminaire des dépenses en immobilisations prévues pour 2010, sont décrits à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2009 ».

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs, la probabilité que de nouveaux concurrents commencent à offrir des services mobiles vers la fin de 2009 et en 2010, par suite des enchères de licences de spectre relatives aux services sans fil évolués [les « SSFE »] tenues en 2008, et la variabilité des coûts d'acquisition des abonnés et des frais de fidélisation, lesquels dépendent des volumes au chapitre du chargement des abonnés et de la fidélisation, des ventes d'appareils intelligents et des niveaux de financement, de même que des coûts d'installation de TELUS TV); la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la vigueur et la persistance de la reprise économique au Canada ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes); les dépenses en immobilisations (à la hausse en 2009 et possiblement à la hausse au cours des exercices ultérieurs en raison des initiatives de la société liées aux services à large bande filaires, de la stratégie de déploiement des services de quatrième génération de la société et de toutes nouvelles enchères de licences de spectre effectuées par Industrie Canada); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements et de financer les rachats d'actions); les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces); les développements touchant les ressources humaines (y compris les négociations collectives chez TELUS Québec); l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris la capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles ainsi que le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard, les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies de même que le passage à la technologie de quatrième génération, les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA [d'après l'anglais High speed paquet Access] et LTE [d'après l'anglais long-terme évolution], la mise en œuvre fructueuse de l'entente visant la mise en place et le partage du réseau sans fil conclue avec Bell Canada afin d'assurer l'efficacité au chapitre des coûts et de réduire les risques liés au déploiement, le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits (tels que l'appareil iPhone d'Apple et d'autres appareils reposant sur la technologie HSPA), de nouveaux services et systèmes de soutien; les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures, ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation, et la mise en œuvre de contrats d'entreprise d'envergure et complexes qui pourraient être touchés de façon défavorable par les ressources disponibles et par le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services); les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles); toutes acquisitions ou tous dessaisissements futurs; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2008 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2009 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent document.

Rapport de gestion

Le 6 novembre 2009

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés de TELUS comprennent les comptes de la société et de toutes ses filiales, dont la principale est TELUS Communications Inc. (« TCI »). Actuellement, par l'intermédiaire de Société TELUS Communications et SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, TCI comprend la presque totalité des activités de la société dans le secteur des services filaires et la totalité des activités dans le secteur des services mobiles.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR présentées dans les états consolidés, les lecteurs doivent se reporter à la *rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation »*. Les expressions « BAIIA » et « flux de trésorerie disponibles », telles qu'elles sont utilisées dans le présent document, font référence aux expressions définies par la direction.

Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009.
2. Activités principales et stratégie	Analyse des activités visant à soutenir les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2009.
4. Capacités	Description des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009.
6. Évolution de la situation financière	Analyse des modifications apportées au bilan consolidé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers, et modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2009	Indications révisées de TELUS pour l'exercice complet et hypothèses connexes.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et certaines incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Économie canadienne

L'économie canadienne est entrée en récession au quatrième trimestre de 2008. Dans son Rapport sur la politique monétaire daté d'octobre 2009, la Banque du Canada prévoit que l'économie canadienne se contractera de 2,4 % en 2009 pour ensuite progresser de 3,0 % en 2010 et de 3,3 % en 2011. La Banque du Canada a déclaré qu'une reprise de l'économie canadienne s'est amorcée et que cette reprise est soutenue par les mesures de relance monétaire et fiscale mises en œuvre, par l'accroissement de l'avoir des ménages, par l'amélioration de la situation financière, par la hausse des prix des marchandises ainsi que par la confiance accrue des entreprises et des consommateurs; cependant, la plus grande volatilité et la solidité continue du dollar canadien contribuent à ralentir la croissance et à réprimer les pressions inflationnistes. Se reporter à l'analyse des risques avec lesquels TELUS doit composer présentée à la *rubrique 10.5, « Croissance et fluctuations de l'économie »*.

Répercussions d'ordre économique sur les résultats de TELUS au troisième trimestre

Les résultats du secteur des services mobiles au troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre reflètent les répercussions saisonnières habituelles, notamment la croissance séquentielle des ajouts bruts et nets d'abonnés et la hausse séquentielle des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »). Cependant, les résultats du secteur des services mobiles continuent d'être touchés par l'incertitude liée à la vigueur et à la persistance de la reprise économique ainsi que par la forte concurrence, comme en témoignent la diminution des ajouts bruts et nets d'abonnés et la réduction des PMAA d'un exercice à l'autre, le taux de désabonnement s'étant pour sa part stabilisé.

Les ajouts bruts d'abonnés des services mobiles d'un exercice à l'autre ont reculé de 6 % au troisième trimestre de 2009, et les ajouts nets d'abonnés ont subi une baisse de 16 %. Si on normalise ces résultats pour tenir compte de l'incidence de la mise hors service du réseau analogique en septembre 2008, la diminution d'un exercice à l'autre des ajouts nets d'abonnés s'est établie à 29 % au troisième trimestre de 2009, situation qui tient au niveau élevé d'ajouts découlant du lancement fructueux du service Koodo^{MC} en mars 2008, ainsi qu'à la baisse du total des ajouts bruts conjuguée à une augmentation des débranchements. La tendance à la hausse enregistrée au chapitre des débranchements tient à l'augmentation du nombre d'abonnés, au taux de désabonnement moins élevé des abonnés au service Koodo comptabilisé à l'exercice précédent, découlant du lancement initial de ce service en mars 2008, ainsi qu'à la hausse d'un exercice à l'autre du taux de désabonnement des abonnés des services d'affaires.

Les ajouts bruts d'abonnés du secteur des services mobiles ont affiché une baisse d'un exercice à l'autre de 6 % au troisième trimestre, comparativement à des variations de (4,7) %, de 0,3 % et de 4,8 %, respectivement, au deuxième trimestre de 2009, au premier trimestre de 2009 et au quatrième trimestre de 2008, la croissance pour l'exercice complet 2008 s'étant élevée à 15 %. La tendance à la baisse du taux de croissance des ajouts bruts d'abonnés tient essentiellement aux pressions concurrentielles (y compris l'offre exclusive, par un concurrent, de l'appareil iPhone), ainsi qu'à l'incertitude liée à la reprise économique, laquelle a fait en sorte que les consommateurs ont remis à plus tard leurs décisions d'achat et a entraîné des dépenses à la baisse et plus prudentes engagées par les entreprises, et des niveaux d'emploi à la baisse.

La diminution des PMAA dans le secteur des services mobiles tient à la baisse d'un exercice à l'autre des produits tirés des services de transmission de la voix, laquelle découle en grande partie de l'utilisation accrue de tarifs à la minute moins élevés (y compris l'utilisation accrue de forfaits minutes incluses), de la réduction des produits tirés du service Mike^{MD} de la société et de la diminution des produits tirés des services d'itinérance. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix peut être attribuée au marché qui demeure très concurrentiel au Canada.

Au troisième trimestre de 2009, le secteur des services filaires a été touché, comme ce fut le cas au deuxième trimestre, par la plus faible croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services de transmission de données et par la diminution plus importante des produits tirés des services de transmission de la voix. La forte concurrence au chapitre des prix visant les services de transmission de données et de la voix et les dépenses plus prudentes des abonnés des services résidentiels et des services d'affaires ont également contribué aux résultats enregistrés. En 2009, la société a noté une augmentation du nombre de débranchements et une diminution du nombre d'installations de lignes commerciales d'accès au réseau en Colombie-Britannique et en Alberta, situation qui tient en partie à la conjoncture économique et à la concurrence. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a diminué de 1 % au cours des 12 derniers mois, et les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau en Colombie-Britannique et en Alberta ont diminué.

En raison de l'incertitude liée à la vigueur et à la persistance de la reprise économique au Canada, la faiblesse des résultats obtenus au cours des neuf premiers mois de 2009 par rapport aux prévisions de l'incidence prévue de l'acquisition de Black's Photo Corporation en septembre ainsi que du lancement rapide du nouveau réseau et du service sans fil HSPA, y compris le iPhone d'Apple, en novembre 2009, la société a révisé ses indications pour l'exercice complet, lesquelles avaient été précédemment révisées en mai et en août 2009. Se reporter à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2009* ».

Les politiques financières liées à la structure du capital de TELUS, qui font l'objet d'une analyse à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », ont été élaborées en fonction des cycles de crédit. La société est d'avis que ces politiques et ces lignes directrices, de même que le maintien de cotes de crédit de BBB+ à A-, ou de cotes équivalentes, lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers. La faiblesse de l'économie et le repli des marchés boursiers en 2008 ont entraîné une hausse du montant net des charges de TELUS au titre de ses régimes de retraite à prestations déterminées et de la capitalisation de ces régimes, montant pris en compte dans les indications annoncées par la société pour 2009. Se reporter à la *rubrique 9*.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 411	2 450	(1,6) %	7 163	7 199	(0,5) %
Bénéfice d'exploitation	493	539	(8,5) %	1 421	1 564	(9,1) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	386	411	(6,1) %	1 097	1 194	(8,1) %
Bénéfice net ¹	280	286	(2,1) %	846	846	—
Bénéfice par action ² , de base (en dollars)	0,88	0,89	(1,1) %	2,65	2,62	1,1 %
Bénéfice par action ² , dilué (en dollars)	0,87	0,89	(2,2) %	2,65	2,61	1,5 %
Dividendes en espèces déclarés par action ² (en dollars)	0,475	0,45	5,6 %	1,425	1,35	5,6 %
Nombre moyen d'actions ² en circulation, de base (en millions)	318	319	(0,3) %	318	321	(0,9) %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	814	985	(17,4) %	2 280	2 072	10,0 %
Sorties liées aux activités d'investissement	585	1 353	(56,8) %	1 615	2 790	(42,1) %
Dépenses en immobilisations						
Dépenses générales	558	473	18,0 %	1 589	1 228	29,4 %
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	882	n.s.	—	882	n.s.
Total	558	1 355	(58,8) %	1 589	2 110	(24,7) %
Acquisitions	26	5	n.s.	26	696	n.s.
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(221)	358	n.s.	(635)	734	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ³ (en milliers)				11 863	11 537	2,8 %
BAIIA ⁴	923	975	(5,3) %	2 702	2 842	(4,9) %
Flux de trésorerie disponibles ⁴	266	(482)	n.s.	535	300	78,3 %
Ratios d'endettement et de distribution⁵						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois)				1,9	1,9	—
Ratio de distribution ⁶ (en %)				60	54	6 pts

n.s. – non significatif; pt(s) – point(s) de pourcentage

- Le bénéfice net du troisième trimestre et de la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2008 a été ajusté. Se reporter à la note 2 du tableau présenté à la *rubrique 5.2*, « *Sommaire des résultats trimestriels* ».
- Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.
- Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV^{MD} (services TELUS TV sur protocole Internet et TELUS TV Satellite) à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Au deuxième trimestre de 2009, le solde d'ouverture concernant le nombre de connexions pour 2009 a été réduit de 5 000 afin de tenir compte des ajustements apportés au nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse à la période précédente.
- Le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)* », ainsi qu'à la *rubrique 11.2*, « *Flux de trésorerie disponibles* ».
- Se reporter à la *rubrique 7.4*, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* », ainsi qu'à la *rubrique 11.4*, « *Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».
- Fondé sur le bénéfice par action des quatre derniers trimestres excluant les ajustements favorables liés aux impôts de 40 cents par action pour la période terminée le 30 septembre 2009 et de 49 cents par action pour la période terminée le 30 septembre 2008, ainsi que l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Faits saillants de l'exploitation – résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, ou mesures au 30 septembre 2009, par rapport aux résultats de l'exercice précédent :

- Le nombre de connexions a augmenté de 326 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009. Ce résultat tient compte d'une croissance de 7,2 % des abonnés aux services mobiles, d'une croissance de 117 % des abonnés au service TELUS TV et d'une croissance minimale du total des abonnés à Internet, résultats neutralisés en partie par une baisse de 4,3 % du total des lignes d'accès au réseau.
- Les PMAA du secteur des services mobiles se sont établis à 59,45 \$ ce trimestre, en hausse de 0,84 \$ par rapport au deuxième trimestre de 2009, mais en baisse de 7 % par rapport au troisième trimestre de 2008. Les ajouts nets d'abonnés des services mobiles se sont chiffrés à 125 000 au troisième trimestre de 2009, résultat qui reflète une hausse de 14 000 par rapport au deuxième trimestre de 2009 et une diminution de 24 000, ou 16 %, par rapport au troisième trimestre de 2008.
- Les produits d'exploitation consolidés ont reculé de 39 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La forte concurrence et l'incertitude liée à la reprise économique au Canada, dont il est fait mention à la *rubrique 1.2*, ont contribué à la baisse de la croissance des produits tirés des services de transmission de données et au recul plus prononcé des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation a reculé de 46 millions de dollars et de 143 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois, en raison principalement de la baisse du BAIIA, qui comprenait un accroissement de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées (en hausse de 29 millions de dollars et de 88 millions de dollars, respectivement) et une augmentation des coûts de restructuration (en hausse de 22 millions de dollars et de 92 millions de dollars, respectivement).

Le BAIIA a diminué de 52 millions de dollars et de 140 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois. En excluant l'incidence de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des coûts de restructuration, le BAIIA a reculé de 1 million de dollars au troisième trimestre et il a augmenté de 40 millions de dollars au cours des neuf premiers mois. Le résultat inchangé sous-jacent enregistré au troisième trimestre reflète une baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, qui génèrent des marges plus élevées, neutralisée par les mesures de compression des coûts. L'amélioration sous-jacente pour les neuf premiers mois tient compte de la baisse de 9 % des salaires, de la charge au titre des avantages sociaux et des autres charges liées à l'effectif. Elle tient également compte de la diminution des frais de publicité et de promotion, de la baisse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux abonnés des services mobiles, déduction faite de la hausse des coûts liés à la prestation des services TELUS TV et à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires, ainsi que de la hausse des coûts de fidélisation des abonnés des services mobiles et des créances douteuses.

- Le bénéfice avant impôts a diminué de 25 millions de dollars et de 97 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois. La baisse du bénéfice d'exploitation a été neutralisée en partie par la hausse des intérêts créditeurs, qui se sont chiffrés à 19 millions de dollars et à 43 millions de dollars, respectivement, et qui tient principalement au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et il est demeuré inchangé pour les neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le bénéfice net au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, de même que celui constaté au cours des neuf premiers mois de 2008, tiennent compte d'ajustements liés aux impôts découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs prescrits par la loi, ainsi que de tous intérêts connexes liés aux redressements (se reporter à la *rubrique 5.2*). Le bénéfice net compte non tenu des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices s'est établi à 266 millions de dollars et à 751 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, en baisse de 20 millions de dollars et de 78 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.
- Le bénéfice par action de base a diminué de 1 cent au troisième trimestre de 2009, par rapport à la période correspondante de 2008, la diminution du bénéfice pour le trimestre ayant été neutralisée en partie par le nombre moins élevé d'actions en circulation. Le bénéfice par action de base pour les neuf premiers mois de 2009 a augmenté de 3 cents, par rapport à la période correspondante de 2008, en raison de la baisse du nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice par action pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009 tient compte d'ajustements favorables liés aux impôts d'environ 4 cents et 30 cents, respectivement, tandis que le bénéfice par action pour les neuf premiers mois de 2008 tenait compte d'ajustements favorables de 5 cents.
- Le nombre moyen d'actions en circulation a diminué en 2009, en raison du rachat d'actions sur le marché dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA ») faites en 2008.

Analyse du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre	Périodes de neuf mois terminés les 30 septembre
Bénéfice net de 2008	286	846
Déduire : ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2008 (se reporter à la rubrique 5.2)	—	(17)
	286	829
Variations découlant de l'incidence fiscale :		
Augmentation de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées ¹	(20)	(61)
Augmentation des coûts de restructuration ¹	(15)	(64)
Autres variations du BAIIA ^{1,2}	(1)	27
Variations de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ^{1,2}	5	(2)
Autres éléments	11	22
	266	751
Ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2009 (se reporter à la rubrique 5.2)	14	95
Bénéfice net de 2009	280	846

1. Aux fins des présentes, nous avons utilisé le taux d'imposition combiné prévu par la loi pour 2009.

2. Compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement compris dans les ajustements liés aux impôts.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement – résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, ou mesures au 30 septembre 2009, par rapport aux résultats de l'exercice précédent :

- Au 30 septembre 2009, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de 1,6 milliard de dollars, de même que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration) au 30 septembre 2009 était de 1,9 fois, soit un résultat qui se situe dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annuel du troisième trimestre et du bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009 (excluant les ajustements favorables liés aux impôts et l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options), s'est établi à 60 %, et le ratio basé sur le bénéfice réel pour la même période était de 53 %. La fourchette visée par la société est de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective.
- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 171 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et ont augmenté de 208 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats tiennent principalement aux variations du produit tiré de la titrisation de créances et aux paiements d'impôts élevés que la société a commencé à verser en 2009.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 768 millions de dollars et de 1 175 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces diminutions tiennent principalement au paiement d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué au troisième trimestre de 2008, neutralisées en partie par la hausse des dépenses en immobilisations dans les infrastructures à large bande mobiles et filaires visant à améliorer la position concurrentielle de la société et à soutenir sa croissance à long terme. De plus, la société a acquis Black's Photo Corporation en contrepartie d'un montant en espèces de 28 millions de dollars (26 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises) au troisième trimestre de 2009. La diminution pour les neuf premiers mois tient également à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008 en contrepartie d'un montant de 696 millions de dollars environ, déduction faite des espèces acquises.
- Les sorties liées aux activités de financement se sont chiffrées à 221 millions de dollars et à 635 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, et elles ont servi à verser les dividendes et à réduire la dette. La société a réduit les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 ainsi que l'encours du papier commercial, à l'aide du produit tiré de l'émission de titres de créance effectuée en mai et des fonds en caisse. Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008, la société avait comptabilisé des rentrées nettes liées aux activités de financement de 358 millions de dollars et de 734 millions de dollars, respectivement, utilisées aux fins générales de la société, y compris le financement des enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre et l'acquisition d'Emergis conclue en janvier.
- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 748 millions de dollars et de 235 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à la diminution du total des dépenses en immobilisations découlant du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué à l'exercice précédent (se reporter au paragraphe sur les sorties liées aux activités d'investissement ci-dessus), et à la hausse des intérêts reçus au titre du règlement de questions fiscales, facteurs neutralisés en partie par la hausse des paiements d'impôts sur les bénéfices et par la diminution du BAIIA ajusté pour tenir compte des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées, des paiements au titre de la rémunération à base d'actions et des paiements au titre de la restructuration.

2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les activités principales et la stratégie de TELUS sont décrites dans le rapport de gestion annuel 2008 de la société. Les activités mises en œuvre au troisième trimestre de 2009 à l'appui des six impératifs stratégiques de la société comprennent ce qui suit :

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobiles

L'un des éléments auxquels TELUS accorde une importance primordiale en 2009 a trait aux investissements dans les réseaux et services à large bande, afin d'améliorer sa position concurrentielle et de soutenir ses occasions de croissance future. TELUS prévoit lancer à l'échelle nationale, en novembre 2009, son nouveau réseau sans fil évolué, qui se fonde sur la plus récente technologie HSPA (d'après l'anglais *high-speed packet access*), et elle prévoit aussi la mise en œuvre des ententes visant le partage du réseau conclues avec Bell Canada. Les investissements dans la technologie HSPA soutiennent le lancement de nouveaux appareils fondés sur la technologie HSPA, tel que l'appareil iPhone d'Apple, et ils devraient permettre un passage optimal futur à la technologie LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*), qui constitue la nouvelle norme de quatrième génération utilisée à l'échelle mondiale pour les réseaux mobiles de quatrième génération. Les investissements de la société liés aux services à large bande filaires permettent d'accroître la couverture et la largeur de bande du service Internet haute vitesse et du service numérique TELUS TV dans les régions où la société est l'entreprise titulaire, et ils soutiennent les nouveaux contrats conclus avec des clients d'affaires et des organismes gouvernementaux.

La société a accru la couverture de son service TELUS TV sur protocole Internet dans plusieurs collectivités en Alberta au troisième trimestre et elle s'attend à offrir ce service dans d'autres collectivités de la Colombie-Britannique et de l'Alberta au cours du quatrième trimestre. Dans l'est du Québec, la société a augmenté le réseau de distribution du service TELUS TV sur protocole Internet, qui comprend maintenant deux magasins de détail indépendants Ameublement Tanguay situés à Rimouski, ce qui permet aux clients d'évaluer et de comparer le service avant de s'y abonner.

En septembre, la société a élargi et complété ses capacités de distribution nationales de produits mobiles en acquérant Black's Photo Corporation (se reporter à l'impératif sur la création de partenariats ci-dessous). TELUS prévoit que les boutiques de cette société ajouteront ses produits mobiles à leur gamme en novembre 2009.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobiles

La société a annoncé qu'elle offrira les appareils iPhone 3G et 3GS d'Apple à partir de novembre 2009, grâce au lancement du nouveau réseau HSPA. Au Canada, un seul concurrent offrait ces appareils auparavant.

TELUS a continué d'engager des coûts initiaux en 2009 aux fins de la mise en place de services visant plusieurs grandes entreprises et organismes du secteur public faisant partie de sa clientèle, services qui devraient générer des produits en hausse en 2010. La société a notamment mis en œuvre un contrat d'une durée de sept à dix ans et d'une valeur allant jusqu'à 900 millions de dollars conclu avec le gouvernement du Québec, aux fins de la prestation et de la gestion du réseau de transmission de données de prochaine génération de la province, ainsi qu'un contrat pluriannuel d'une valeur de 200 millions de dollars conclus avec le ministère de la Défense nationale, aux fins de la prestation et de la gestion de services de télécommunications.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base

Le 3 septembre 2009, TELUS a acquis Black's Photo Corporation, en contrepartie d'un montant en espèces de 28 millions de dollars (26 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises), auprès du fonds de capital-investissement ReichmannHauer Capital Partners. Black's est un détaillant offrant des services d'imagerie numérique partout au Canada, qui exploite 113 boutiques situées principalement dans des centres commerciaux. Quarante-et-une boutiques (72 %) se trouvent en Ontario. La société prévoit accroître sa distribution de produits mobiles par l'entremise des boutiques Black's, complétant ainsi son réseau existant de détaillants et de magasins dont la société est propriétaire. Elle s'attend à ce que davantage d'appareils mobiles soient dotés de capacités photo et vidéo intégrées de grande qualité dans l'avenir, ce qui lui permettra de tirer parti d'un lien naturel entre ses produits et ceux de Black's.

Au troisième trimestre de 2009, l'acquisition de Black's s'est traduite par un apport d'environ 6 millions de dollars aux produits d'exploitation et par une perte nette de 1 million de dollars. Cette acquisition cadre avec les objectifs stratégiques de la société qui visent à *se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobiles* et à *cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobiles*.

Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant un rendement élevé et de garantir l'efficacité de l'entreprise

La société se concentre davantage sur son programme permanent d'efficacité opérationnelle depuis le troisième trimestre de 2008 et elle a accru ses efforts à ce chapitre en 2009. Les coûts de restructuration se sont chiffrés à 113 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 21 millions de dollars à la période correspondante de 2008, et ils devraient s'élever à environ 160 millions de dollars pour l'exercice complet 2009 (59 millions de dollars à l'exercice 2008). Se reporter à la *rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Coûts de restructuration »*.

La société a poursuivi la mise en œuvre de diverses initiatives afin d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts, y compris les initiatives suivantes :

- rationalisation des dépenses des fournisseurs externes;
- simplification des processus et mise hors service des produits non rentables;
- réduction de l'effectif, gel de la rémunération des cadres et compression des coûts des prestations;
- optimisation des services d'impartition et de délocalisation des processus d'affaires;
- réduction des dépenses liées à l'ensemble des activités d'exploitation.

Le nombre d'employés (équivalents temps plein) de TELUS a augmenté d'environ 450 au troisième trimestre de 2009, 700 employés (équivalents temps plein), soit plus de 1 000 membres de l'équipe de Black's Photo, s'étant joints à l'effectif de TELUS en septembre. Depuis décembre 2008, le nombre d'employés (équivalents temps plein) de TELUS a diminué d'environ 1 050, ou 1 750 compte non tenu de l'acquisition de Black's. Au cours de cette période, un nombre d'environ 1 600 postes ont été supprimés à la suite d'initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle ou de l'attrition, et les réductions de l'effectif affecté aux services d'impartition des processus d'affaires se sont chiffrées à environ 150.

3. Catalyseurs clés de rendement

La présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La direction établit des priorités à chaque exercice en vue de faire progresser la stratégie de TELUS, et de se concentrer sur les occasions d'affaires et les défis à court terme afin de créer de la valeur pour les actionnaires.

Priorités de la société pour 2009
Mettre en œuvre la stratégie de TELUS en matière de services à large bande et optimiser les investissements dans les réseaux filaires et mobiles de pointe, de manière à fournir des solutions gagnantes aux clients.
Accroître l'efficacité des activités afin d'améliorer la structure de coût et le rendement économique de TELUS.
Prendre une avance considérable sur la concurrence et fidéliser nos clients grâce à l'engagement de l'équipe de TELUS.

4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Les principaux marchés et concurrents de la société sont décrits à la *rubrique 4.1* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS.

4.2 Ressources opérationnelles

Les ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS.

L'information qui suit constitue une mise à jour de l'information fournie dans le rapport annuel.

Systemes et processus

La Colombie-Britannique et l'Ontario ont annoncé qu'elles comptent harmoniser leur taxe de vente provinciale et la taxe fédérale sur les produits et services avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2010. La taxe de vente harmonisée (la « TVH ») normalise et intègre les processus de perception distincts des taxes de vente provinciales et de la taxe fédérale sur les produits et services (la « TPS »). TELUS a mis sur pied une équipe relativement à ce projet et elle prévoit affecter un nombre considérable de ressources pour modifier les nombreux systèmes et processus aux fins de ce changement. Se reporter à la *rubrique 10.3, « Risques liés aux processus »*. La TVH devrait réduire les coûts futurs de TELUS, en raison de la mise en œuvre de règles sur la taxe de vente plus cohérentes et rationalisées, et car la société pourra se prévaloir de crédits de taxe sur les ventes supplémentaires en ce qui a trait aux intrants d'entreprise.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) d'assurer un équilibre entre les intérêts des porteurs de titres de participation et ceux des porteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les capitaux propres (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu), l'encaisse et les placements temporaires, ainsi que les créances titrisées.

La société gère la structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, elle peut émettre de nouvelles actions sur le capital autorisé, elle peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres de rachat dans le cours normal des activités, elle peut émettre de nouveaux titres de créance, elle peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou elle peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment : le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital de TELUS pour 2009

<p>Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »)</p> <p>La société n'a racheté aucune action au cours des neuf premiers mois de 2009. Le programme visant le rachat d'un nombre maximal de huit millions d'actions demeure en vigueur jusqu'au 22 décembre 2009.</p>
<p>Payer des dividendes</p> <p>Le dividende déclaré au troisième trimestre de 2009 (qui a été versé le 1^{er} octobre 2009) se chiffre à 47,5 cents par action, en hausse de 5,6 % comparativement à 45 cents par action à la période correspondante de 2008. Un dividende de [] cents par action a été déclaré pour le quatrième trimestre; ce dividende sera payable le 4 janvier 2010 aux actionnaires inscrits le 11 décembre 2009.</p>
<p>Utiliser le produit des créances titrisées, les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie</p> <p>En mai 2009, TELUS a prorogé la date d'échéance de son programme de titrisation de créances jusqu'en 2012. Le produit tiré des créances titrisées au 30 septembre 2009 et au 30 juin 2009 s'est établi à 400 millions de dollars, soit un résultat en hausse comparativement à 300 millions de dollars au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008.</p> <p>La société a utilisé le produit accru tiré de la titrisation de créances et le produit tiré de l'émission de 700 millions de dollars de billets en mai 2009 pour réduire les montants prélevés au titre de sa facilité de crédit échéant en 2012, lesquels sont passés de 300 millions de dollars au 31 mars 2009 à néant, et pour réduire l'encours du papier commercial, lequel est passé de 1 188 millions de dollars au 31 mars 2009 à 534 millions de dollars au 30 septembre 2009 et au 30 juin 2009. Depuis le 31 décembre 2008, la société a réduit de 980 millions de dollars les montants prélevés au titre de sa facilité de crédit échéant en 2012; l'encours du papier commercial a augmenté de 102 millions de dollars.</p> <p>La société a annoncé, avec prise d'effet pour le dividende payable le 4 janvier 2010, qu'elle émettra des actions sur le capital autorisé à un escompte de 3 % au titre du programme de réinvestissement des dividendes. Auparavant, ces actions étaient achetées sur le marché, sans aucun escompte.</p>
<p>Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier</p> <p><u>Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars</u> – La société disposait de facilités de crédit inutilisées se chiffrant à 1,6 milliard de dollars au 30 septembre 2009, ainsi que des montants additionnels disponibles au titre du programme de titrisation de créances.</p> <p><u>Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois</u> – Le ratio était de 1,9 fois au 30 septembre 2009.</p> <p><u>Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective</u> – Le ratio historique s'est établi à 60 %, selon le taux de dividende annualisé du troisième trimestre et les bénéfices sur 12 mois, compte non tenu des ajustements favorables liés aux impôts et de l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le ratio s'est établi à 53 %, selon les bénéfices réels pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009.</p>
<p>Maintenir sa position de pleine couverture du risque de change à l'égard de sa dette</p> <p>Maintenue en ce qui concerne les billets en dollars américains à 8,00 % échéant en 2011, soit la seule émission restante de titres de créance libellés en devises.</p>

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital de TELUS pour 2009

Envisager l'émission de dette publique à long terme ou l'établissement de nouvelles facilités de crédit à terme en 2009 afin de refinancer les sources de financement à court terme ou les dettes arrivant à échéance

En mai 2009, la société a conclu avec succès l'émission de billets à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial. En juin, la société a prorogé jusqu'au 31 décembre 2010 la durée de sa facilité de crédit renouvelable d'une durée de 365 jours; le montant disponible au titre de cette facilité inutilisée a été porté à 300 millions de dollars. En septembre 2009, la société a renouvelé son prospectus préalable, aux termes duquel elle peut émettre un montant maximal de 4 milliards de dollars de titres de créance et de participation.

Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir

Au 6 novembre 2009, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Les cotes suivantes ont été attribuées aux titres de créance émis par TELUS en mai 2009 : cote A (faible) attribuée par DBRS Ltd., cote BBB+ attribuée par Standard & Poor's, cote Baa1 attribuée par Moody's Investors Service, et cote BBB+ attribuée par Fitch Ratings; toutes les cotes sont assorties de perspectives stables et elles sont conformes aux cotes attribuées par ces agences aux titres de créance de TELUS.

Le tableau suivant reflète les tranches de la dette arrivant à échéance après l'émission de titres de créance effectuée en mai 2009 et les réductions subséquentes des facilités bancaires utilisées et de l'encours du papier commercial.

(en millions de dollars)	Tranches de la dette à long terme arrivant à échéance ¹ , capital		
	Toutes, sauf les contrats de location-acquisition	Contrats de location-acquisition	Intérêts et coûts de possession ²
Quatrième trimestre de 2009	—	—	197
2010	80	2	461
2011	2 950	—	333
2012	834	—	197
2013	300	—	182
Par la suite	2 649	—	767
Total	6 813	2	2 137

1. Le cas échéant, les échéances liées au capital reflètent les taux de change au 30 septembre 2009.
 2. Les intérêts et les coûts de possession liés au papier commercial ont été calculés à l'aide des taux en vigueur au 30 septembre 2009.

4.4 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

5. Résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services mobiles. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution utilisés et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal responsable de l'exploitation). L'information sectorielle est présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007
Produits d'exploitation	2 411	2 377	2 375	2 454	2 450	2 399	2 350	2 330
Charges d'exploitation	1 456	1 451	1 441	1 479	1 465	1 477	1 394	1 371
Coûts de restructuration	32	53	28	38	10	4	7	6
BAIIA ¹	923	873	906	937	975	918	949	953
Amortissement des immobilisations corporelles	330	330	334	351	344	343	346	386
Amortissement des actifs incorporels	100	94	93	84	92	77	76	68
Bénéfice d'exploitation	493	449	479	502	539	498	527	499
Autres charges	6	11	5	11	6	2	17	6
Coûts de financement	101	106	95	118	122	114	109	109
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	386	332	379	373	411	382	401	384
Impôts sur les bénéfices (économie d'impôts)	106	88	57	88	125	114	109	(19)
Bénéfice net ²	280	244	322	285	286	268	292	403
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote ²	279	243	321	285	285	267	291	400
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote								
– De base	0,88	0,77	1,01	0,90	0,89	0,83	0,90	1,23
– Dilué	0,87	0,77	1,01	0,89	0,89	0,83	0,90	1,22
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,475	0,475	0,475	0,475	0,45	0,45	0,45	0,45

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

2. Le bénéfice net des périodes antérieures au premier trimestre de 2009 a été ajusté et il ne comprend plus de déduction au titre de la part des actionnaires sans contrôle. Comme il est expliqué plus en détail à la rubrique 8.2.4, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables », la variation découle de l'adoption, le 1^{er} janvier 2009, des nouvelles recommandations concernant les regroupements d'entreprises [chapitre 1582 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (l'« ICCA »)], les consolidations (chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*) et les participations sans contrôle (chapitre 1602 du *Manuel de l'ICCA*). Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote est égal au bénéfice net présenté antérieurement en 2008 et en 2007, comme il est illustré ci-dessus.

Tendances

En raison du récent repli de l'économie, les consommateurs et les entreprises accordent davantage d'importance à la valeur et s'attendent à de meilleurs prix ou services. La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés reflète la croissance à la baisse des produits tirés des services de réseau mobiles d'un exercice à l'autre. Au troisième trimestre de 2009, les PMAA tirés des services mobiles ont diminué de 7 % d'un exercice à l'autre, car la forte croissance des PMAA tirés des services de transmission de données a été largement neutralisée par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix tient à la concurrence au chapitre des tarifs, aux plus importantes restrictions des dépenses et à l'optimisation des tarifs par les clients, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à la détérioration continue des PMAA tirés du service Mike, à la baisse des produits tirés des services d'itinérance et, dans une moindre mesure, à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services de base postpayés Koodo.

L'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents offrant des services mobiles, qui est prévue vers la fin de 2009 ou en 2010, pourrait perturber les résultats saisonniers habituels au chapitre des ajouts d'abonnés des services mobiles dans l'avenir. Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services mobiles moins élevé au quatrième trimestre. Le troisième trimestre a gagné en importance en ce qui a trait aux ajouts d'abonnés au cours des derniers exercices, en raison des promotions pour la rentrée scolaire, tandis que les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Par ailleurs, les PMAA tirés des services mobiles subissent généralement des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, et des baisses séquentielles aux premier et quatrième trimestres. La société a enregistré une baisse importante des PMAA tirés des services mobiles au quatrième trimestre de 2008, mais les PMAA sont depuis lors demeurés stables.

Les produits consolidés continuent également de refléter la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui comprennent les nouveaux produits découlant de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier 2008; cependant, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a ralenti en 2009, en raison de la forte concurrence au chapitre des tarifs, et elle a été largement neutralisée par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix. La diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix tient au passage aux services mobiles et au service Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué au cours des quatre trimestres les plus récents, en raison

des mesures plus efficaces en matière de reconquête et des synergies découlant des services groupés, ainsi que du ralentissement de l'élargissement de la couverture géographique du service de téléphone numérique du principal câblodistributeur concurrent de TELUS. La société a noté une hausse du nombre de débranchements et une baisse du nombre d'installations au chapitre des lignes commerciales d'accès au réseau, qui tiennent à la conjoncture économique et à la concurrence.

Les charges d'exploitation consolidées comprennent les charges liées à Emergis avec prise d'effet en janvier 2008. La baisse séquentielle des charges d'exploitation au premier trimestre de 2009 et les baisses trimestrielles d'un exercice à l'autre enregistrées aux deuxième et troisième trimestres de 2009 tiennent principalement à la diminution de la rémunération des salariés, y compris les primes de rendement comptabilisées. Les coûts de restructuration ont augmenté à partir du second semestre de 2008, car la direction a décidé de concentrer ses efforts sur la mise en œuvre d'initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle et visant principalement le secteur des services filaires.

La baisse séquentielle de l'amortissement des immobilisations corporelles au premier trimestre de 2009 tient au fait que certaines immobilisations ont été entièrement amorties en 2008. L'amortissement des immobilisations corporelles s'est avéré particulièrement élevé au quatrième trimestre de 2007, en raison de la réduction des durées de service estimatives de certaines catégories d'actifs. En raison du lancement prévu du nouveau réseau HSPA en novembre 2009, la société s'attend à ce que l'amortissement des immobilisations corporelles au quatrième trimestre de 2009 augmente légèrement par rapport à celui comptabilisé au troisième trimestre de 2009. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

L'amortissement des actifs incorporels au quatrième trimestre de 2008 est présenté déduction faite de crédits d'impôt à l'investissement de 6 millions de dollars. Les crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité. La hausse séquentielle de l'amortissement des actifs incorporels au troisième trimestre de 2008 est imputable à la mise en œuvre de la plateforme intégrée de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique en juillet 2008, et l'augmentation séquentielle au premier trimestre de 2008 tient principalement à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008. La société s'attend à une hausse de l'amortissement des actifs incorporels pour l'exercice complet 2009, par rapport à 2008, en raison de l'augmentation du nombre de logiciels. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Les coûts de financement illustrés dans le tableau précédent sont présentés déduction faite des intérêts créditeurs, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, particulièrement aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2009. Les intérêts débiteurs aux deuxième et troisième trimestres de 2009 ont diminué légèrement par rapport aux périodes correspondantes de 2008, car la réduction des taux d'intérêt effectifs a neutralisé la hausse du solde moyen de la dette. La hausse des intérêts débiteurs aux troisième et quatrième trimestres de 2008 par rapport aux trimestres précédents est imputable à l'augmentation du solde de la dette utilisée pour financer le paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués (« SSFE ») au troisième trimestre de 2008.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats d'actions effectués avant 2009 a également eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007
Incidence approximative sur le bénéfice net	14	19	62	32	—	—	17	143
Incidence approximative sur le bénéfice par action	0,04	0,06	0,20	0,10	—	—	0,05	0,44
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,84	0,71	0,81	0,80	0,89	0,83	0,85	0,79

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	Produits d'exploitation	2 411	2 450	(1,6) %	7 163	7 199
Charges d'exploitation	1 456	1 465	(0,6) %	4 348	4 336	0,3 %
Coûts de restructuration	32	10	n.s.	113	21	n.s.
BAIIA ¹	923	975	(5,3) %	2 702	2 842	(4,9) %
Amortissement des immobilisations corporelles	330	344	(4,1) %	994	1 033	(3,8) %
Amortissement des actifs incorporels	100	92	8,7 %	287	245	17,1 %
Bénéfice d'exploitation	493	539	(8,5) %	1 421	1 564	(9,1) %
Marge du BAIIA ² (en %)	38,3	39,8	(1,5) pt	37,7	39,5	(1,8) pt

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. BAIIA divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services mobiles », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont diminué de 39 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les produits tirés des services de réseau mobiles ont reculé de 7 millions de dollars au troisième trimestre et ont augmenté de 42 millions de dollars au cours des neuf premiers mois, en raison de la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés de l'équipement mobile et les autres produits ont augmenté de 11 millions de dollars au troisième trimestre, en raison de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents et de la hausse des volumes de fidélisation, ainsi que de la prise en compte des résultats de Black's pour une période d'environ un mois. Les produits tirés de l'équipement mobile et les autres produits ont reculé de 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois, résultat qui tient aux plus faibles volumes d'acquisition d'abonnés. Dans le secteur des services filaires, les produits tirés des services de transmission de données et les autres produits se sont accrus de 10 millions de dollars au troisième trimestre et de 63 millions de dollars au cours des neuf premiers mois, mais cette croissance a été neutralisée par la diminution des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix découlant de la concurrence locale ainsi que du remplacement de la technologie.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont reculé de 9 millions de dollars au troisième trimestre et elles ont augmenté de 12 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

Charges d'exploitation (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge au titre des avantages sociaux sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	576	646	(10,8) %	1 770	1 942	(8,9) %
Charge (économie) au titre des RRPD	4	(25)	n.s.	13	(75)	n.s.
Autres charges d'exploitation	876	844	3,8 %	2 565	2 469	3,9 %
	1 456	1 465	(0,6) %	4 348	4 336	0,3 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui a trait aux variations enregistrées au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 par rapport aux périodes correspondantes de 2008 :

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux (sauf celle liée aux RRPD) et les autres charges liées à l'effectif ont diminué de 70 millions de dollars et de 172 millions de dollars, respectivement. Ces diminutions tiennent principalement à une réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation prévu à la baisse, ainsi qu'à une diminution du nombre d'employés (équivalents temps plein) au cours de 2009; par ailleurs, la rémunération de base des cadres a fait l'objet d'un gel en 2008.
- La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées de TELUS a augmenté de 29 millions de dollars et de 88 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.

- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 32 millions de dollars et de 96 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. L'augmentation tient compte de la hausse des coûts de fidélisation des abonnés des services mobiles, de l'accroissement des coûts liés au réseau mobile découlant de l'usage accru de téléphones intelligents, et de l'augmentation des créances douteuses liées aux services mobiles au cours des neuf premiers mois, de même que de l'accroissement des coûts liés à la programmation du service TELUS TV et des coûts d'acquisition liés aux abonnés des services filaires, ainsi que de l'augmentation des coûts liés à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des coûts liés aux services d'itinérance et des frais de marketing, et par la baisse des frais de publicité et de promotion des services filaires.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se sont établis à 32 millions de dollars et à 113 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, en hausse de 22 millions de dollars et de 92 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les coûts de restructuration en 2009 se composent principalement d'indemnités de départ concernant des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle décrites à la *rubrique 2*, au paragraphe « *Investir dans les ressources internes* ». La société s'attend maintenant à ce que les coûts de restructuration se chiffrent à environ 160 millions de dollars pour l'exercice complet 2009. Se reporter à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2009* ».

BAIIA

Le BAIIA consolidé a diminué d'environ 5 %, ou 52 millions de dollars et 140 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La baisse du BAIIA tient principalement à la hausse considérable de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des coûts de restructuration. Le BAIIA, compte non tenu de l'incidence de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, a diminué de 1 million de dollars au troisième trimestre et il s'est accru de 40 millions de dollars au cours des neuf premiers mois. Le rendement inchangé sous-jacent au troisième trimestre reflète une baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, qui génèrent des marges plus élevées, neutralisée par les mesures de compression des coûts. L'amélioration sous-jacente au cours des neuf premiers mois tient principalement à la diminution des primes de rendement et aux plus importantes retombées des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle. Compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, le BAIIA des services filaires a augmenté de 4 millions de dollars et de 42 millions de dollars, respectivement, et le BAIIA du secteur des services mobiles a subi une baisse de 5 millions de dollars et de 2 millions de dollars, respectivement.

Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

Le total de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels a diminué de 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et il a augmenté de 3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 14 millions de dollars et de 39 millions de dollars, respectivement. Cette baisse reflète l'amortissement dégressif comptabilisé en 2008 par suite d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques, ainsi que l'amortissement intégral de certaines stations cellulaires numériques. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des immobilisations au cours des 12 derniers mois.
- L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 8 millions de dollars et de 42 millions de dollars, respectivement. Ces augmentations tiennent compte de l'amortissement d'un montant de 3 millions de dollars et de 18 millions de dollars, respectivement, aux fins de la mise en service, en juillet 2008, de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique. La tranche restante tient essentiellement à l'augmentation de l'amortissement d'autres logiciels administratifs et logiciels pour applications réseaux.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 46 millions de dollars et de 143 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la baisse de 5 % du BAIIA.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	6	6	—	22	25	(12,0) %

Les autres charges, montant net, comprennent la charge liée à la titrisation de créances, le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et les dons de bienfaisance.

La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à 3 millions de dollars et à 7 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 2 millions de dollars et à 9 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008. Le produit moyen tiré des créances titrisées a augmenté en 2009 par rapport à 2008, résultat qui a été neutralisé par la diminution des taux moyens. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à la *rubrique 7.6, « Vente de créances »*. Les charges au titre des dons de bienfaisance et les autres gains et pertes nets sont demeurés dans l'ensemble inchangés.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	121	124	(2,4) %	352	353
(Gains) pertes de change	—	(1)	n.s.	(3)	(1)	n.s.
Intérêts capitalisés durant la construction	—	—	—	—	(3)	n.s.
Intérêts créditeurs	(20)	(1)	n.s.	(47)	(4)	n.s.
	101	122	(17,2) %	302	345	(12,5) %

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et à court terme et autres ont diminué de 3 millions de dollars et de 1 million de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La hausse du solde moyen de la dette en 2009, qui découle essentiellement du paiement effectué au titre des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre de 2008, a été neutralisée par une diminution du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs se sont élevés à 20 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 (tranche de 46 millions de dollars du total de 47 millions de dollars des intérêts créditeurs pour les neuf premiers mois de 2009). Les intérêts créditeurs constatés au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent se composaient principalement d'intérêts sur les placements temporaires et sur le solde de trésorerie.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	117	128	(8,6) %	332	370
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	—	—	—	(48)	(1)	—
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(10)	(6)	—	(36)	(32)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	—	1	—	3	4	—
Autres	(1)	2	—	—	7	—
	106	125	(15,2) %	251	348	(27,9) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	30,3	31,2	(0,9) pt	30,3	31,0	(0,7) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	27,5	30,4	(2,9) pts	22,9	29,2	(6,3) pts

La baisse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 découle de la diminution du bénéfice avant impôts et de la réduction des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Les taux d'imposition effectifs pour les deux exercices étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires. Les modifications des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2009, ce qui aura pour effet de réduire les taux avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2010. En 2008, une réduction des taux d'imposition en Colombie-Britannique est entrée en vigueur, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2008.

Résultat étendu

À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers.

5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services locaux de transmission de la voix	466	494	(5,7) %	1 406	1 493	(5,8) %
Services interurbains de transmission de la voix	148	173	(14,5) %	477	527	(9,5) %
Services de transmission de données	524	516	1,6 %	1 592	1 544	3,1 %
Autres	67	65	3,1 %	206	191	7,9 %
Produits d'exploitation externes	1 205	1 248	(3,4) %	3 681	3 755	(2,0) %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	34	33	3,0 %	98	96	2,1 %
Total des produits d'exploitation	1 239	1 281	(3,3) %	3 779	3 851	(1,9) %

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont diminué de 42 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 28 millions de dollars et de 87 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse tiennent principalement à la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires, de même qu'à la réduction des lignes commerciales d'accès découlant de répercussions d'ordre économique.

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 30 septembre		
	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	2 279	2 444	(6,8) %
Lignes commerciales	1 821	1 838	(0,9) %
Total	4 100	4 282	(4,3) %

(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau (en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	(41)	(53)	22,6 %	(123)	(152)	19,1 %
Lignes commerciales	(3)	10	n.s.	(23)	30	n.s.
Total	(44)	(43)	(2,3) %	(146)	(122)	(19,7) %

Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 ont diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison des mesures plus efficaces en matière de reconquête et de la synergie découlant des services groupés, y compris TELUS TV, ainsi que du ralentissement de l'élargissement de l'expansion géographique du service de téléphone numérique d'un câblodistributeur concurrent. La diminution des lignes commerciales d'accès au réseau au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 reflète la percée des câblodistributeurs concurrents sur le marché des services aux PME, ainsi que certaines répercussions d'ordre économique ayant donné lieu à une augmentation du nombre de débranchements et à une baisse du nombre d'installations, particulièrement en Colombie-Britannique et en Alberta. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau en Ontario et au Québec a augmenté au cours des neuf premiers mois de 2009 et au cours des 12 derniers mois. La croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 25 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse sont principalement imputables à la réduction de la moyenne des tarifs à la minute découlant de la concurrence continue au chapitre des tarifs dans l'ensemble de l'industrie, de la réduction du nombre d'abonnés des services résidentiels, et de la baisse des volumes à la minute facturés.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 8 millions de dollars et de 48 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse tiennent principalement i) à la hausse des produits tirés des services gérés à l'intention du marché des affaires découlant de la croissance des services d'impartition pour les abonnés des services d'affaires; ii) à la croissance du nombre d'abonnés des services de divertissement numériques; iii) à l'accroissement des services Internet et des services de transmission et d'hébergement de données améliorés, neutralisé en partie par la diminution des tarifs moyens découlant des pressions concurrentielles. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la diminution des produits tirés des services de radiodiffusion et de vidéoconférence ainsi que par les ventes à la baisse d'équipement de transmission de données, y compris l'incidence de ventes d'équipement plus importantes au premier trimestre de 2008.

Abonnés à Internet et à TELUS TV – Services filaires (en milliers)	Aux 30 septembre		
	2009	2008	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse ¹	1 117	1 077	3,7 %
Abonnés à Internet commuté	96	134	(28,4) %
Total des abonnés aux services Internet ¹	1 213	1 211	0,2 %
Abonnés à TELUS TV ²	137	63	117,5 %

Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet et à TELUS TV – Services filaires (en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	9	13	(30,8) %	26	57	(54,4) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(9)	(8)	(12,5) %	(28)	(21)	(33,3) %
Total des ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés aux services Internet	—	5	(100,0) %	(2)	36	n.s.
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ²	22	12	83,3 %	59	28	110,7 %

1. Les soldes d'ouverture concernant les abonnés à Internet haute vitesse et le total des abonnés au service Internet pour le deuxième trimestre de 2009 ont été réduits de 5 000 afin de tenir compte des ajustements effectués à l'exercice précédent.

2. Comprend les abonnés à TELUS TV Satellite^{MC} avec prise d'effet à l'exercice 2009.

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, résultats qui tiennent au fait que le marché est de plus en plus établi et au fait que les câblodistributeurs concurrents ont élargi leur gamme de produits, leurs tarifs promotionnels et leurs offres en matière de reconquête. La hausse des abonnements au service numérique TELUS TV s'est poursuivie à un rythme soutenu, la société ayant amélioré ses capacités en matière d'installation, procédé au lancement de la programmation haute définition et des enregistreurs numériques personnels (« ENP »), accru sa couverture géographique, lancé le service TELUS TV Satellite qui complète sa gamme de services IP, et obtenu un vif succès avec ses produits groupés.

- Les autres produits ont augmenté de 2 millions de dollars et de 15 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement des ventes à la hausse d'équipement de transmission de la voix.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés le 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge (économie) au titre des avantages sociaux sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	435	493	(11,8) %	1 342	1 478	(9,2) %
Charge (économie) au titre des RRPD	4	(23)	n.s.	14	(68)	n.s.
Autres charges d'exploitation	365	353	3,4 %	1 115	1 093	2,0 %
Charges d'exploitation	804	823	(2,3) %	2 471	2 503	(1,3) %
Coûts de restructuration	29	9	n.s.	104	19	n.s.
Total des charges d'exploitation	833	832	0,1 %	2 575	2 522	2,1 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 1 million de dollars et de 53 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif ont diminué de 58 millions de dollars et de 136 millions de dollars, respectivement. Ces baisses découlent de l'importante réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation moins élevé qu'il était prévu pour 2009, ainsi que du nombre réduit d'employés (équivalents temps plein) et des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle, y compris celles touchant les coûts discrétionnaires liés à l'effectif tels que les frais de déplacement.
- La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées a augmenté de 27 millions de dollars et de 82 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.
- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 12 millions de dollars et de 22 millions de dollars, respectivement, en raison des coûts relatifs à la programmation de TELUS TV et des coûts d'obtention de nouveaux clients liés à l'accroissement des activités de chargement, ainsi que des coûts des installations d'accès aux fins de la mise en œuvre de nouveaux contrats, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais de publicité et de promotion.

- Les coûts de restructuration se sont accrus de 20 millions de dollars et de 85 millions de dollars, respectivement, en raison de plusieurs initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

BAIIA – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	406	449	(9,6) %	1 204	1 329	(9,4) %
Marge du BAIIA (en %)	32,8	35,1	(2,3) pts	31,9	34,5	(2,6) pts

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 43 millions de dollars et de 125 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées. En excluant la hausse des coûts de restructuration et de la charge de retraite, le BAIIA du secteur des services filaires s'est accru de 4 millions de dollars et de 42 millions de dollars, respectivement, résultat qui tient à la diminution des primes de rendement comptabilisées, au nombre réduit d'employés (équivalents temps plein) et aux mesures de compression des coûts ayant donné lieu à une réduction des coûts discrétionnaires liés à l'effectif et des frais de publicité et de promotion, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la prestation de services de télévision et à la mise en place de services pour de nouvelles entreprises clientes. La pression exercée sur la marge du BAIIA découle de la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix générant des marges plus élevées que les services de transmission de données en pleine croissance.

5.5 Résultats du secteur des services mobiles

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services de réseau	1 126	1 133	(0,6) %	3 289	3 247	1,3 %
Équipement et autres produits	80	69	15,9 %	193	197	(2,0) %
Produits d'exploitation externes	1 206	1 202	0,3 %	3 482	3 444	1,1 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	7	7	—	21	21	—
Total des produits d'exploitation	1 213	1 209	0,3 %	3 503	3 465	1,1 %

Les produits tirés du secteur des services mobiles ont augmenté de 4 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont reculé de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et ils se sont accrus de 42 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La croissance de 48 millions de dollars, ou 27 %, des produits tirés des services de transmission de données enregistrée au troisième trimestre a été largement neutralisée par la baisse de 55 millions de dollars, ou 6 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services mobiles de transmission de données au troisième trimestre de 2009 représentent 20 % des produits tirés des services de réseau, comparativement à 16 % à la période correspondante de 2008. La croissance de 167 millions de dollars, ou 34 %, des produits tirés des services de transmission de données au cours des neuf premiers mois a été neutralisée en partie par la baisse de 125 millions de dollars, ou 5 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. Cette croissance des produits tirés des services de transmission de données continue à refléter les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle et aux téléphones intelligents, qui découlent d'une plus grande utilisation et de l'accroissement des caractéristiques, et de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, des appareils compatibles avec la technologie EVDO haute vitesse et des clés Internet mobile, facteurs neutralisés en partie par la baisse des tarifs liés aux services de transmission de données en itinérance depuis l'étranger.

Les PMAA combinés se sont établis à 59,45 \$ au troisième trimestre de 2009, soit un résultat en baisse de 4,69 \$, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de 2008, mais un résultat en hausse comparativement aux PMAA de 58,61 \$ constatés au deuxième trimestre de 2009. Les PMAA combinés se sont chiffrés à 58,82 \$ au cours des neuf premiers mois de 2009, en baisse de 4,12 \$, ou 6,5 %, par rapport à la période correspondante de 2008. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 12,05 \$ au troisième trimestre, en hausse de 1,86 \$, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 47,40 \$, en baisse de 6,55 \$, ou 12 %. Les PMAA tirés des services de transmission de données au cours des neuf premiers mois de 2009 se sont établis à 11,63 \$, en hausse de 2,26 \$, ou 24 %, et les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont chiffrés à 47,19 \$, en baisse de 6,38 \$, ou 12 %. La tendance à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix s'est maintenue et elle est imputable à divers facteurs, notamment le nombre à la baisse de minutes par abonné des services résidentiels et d'affaires, l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses découlant des changements dans les habitudes des abonnés et de l'adoption de forfaits visant à optimiser les tarifs, la baisse des PMAA tirés du service Mike, la baisse des tarifs liés au service d'itinérance depuis l'étranger, et la pénétration accrue de la marque Koodo offerte à des tarifs moins élevés, facteurs neutralisés en partie par la hausse des produits découlant des meilleures caractéristiques des services offerts.

Les ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés ont représenté environ 69 % du total des ajouts bruts au troisième trimestre de 2009 et 64 % au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 67 % et à 64 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats reflètent une amélioration de la composition des ajouts bruts et des ajouts nets d'abonnés au troisième trimestre de 2009.

Les ajouts nets au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 ont diminué de 29 % et de 35 %, respectivement, une fois que les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été normalisés pour tenir compte du débranchement de 28 000 abonnés le 15 septembre 2008, par suite de la mise hors service du réseau analogique de TELUS. Les ajouts nets ont été touchés par la hausse générale des taux de désabonnement et par la concurrence sur le marché, par rapport aux ajouts nets normalisés comptabilisés en 2008. En outre, les ajouts nets étaient particulièrement élevés aux deuxième et troisième trimestres de 2008, en raison du lancement fructueux de la marque et du service Koodo. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 représentaient 105 % et 95 %, respectivement, du total des ajouts nets, comparativement à 90 % et à 88 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008.

La hausse du taux de désabonnement combiné d'un exercice à l'autre reflète l'augmentation du taux de désabonnement non volontaire, le taux de désabonnement moins élevé lié à la marque Koodo comptabilisé à l'exercice précédent, consécutif au lancement initial de cette marque en mars 2008, et les pressions concurrentielles continues sur le plan du marketing, tant en ce qui concerne le segment des services postpayés que celui des services prépayés. Le taux de désabonnement combiné au troisième trimestre de 2009 s'est établi à 1,55 %, en hausse légère comparativement à 1,52 % au troisième trimestre de 2008 (en excluant l'incidence du débranchement des abonnés des services analogiques en septembre 2008), et il est demeuré inchangé par rapport au deuxième trimestre de 2009. Le taux de désabonnement combiné au cours des neuf premiers mois de 2009 s'est établi à 1,57 %, en hausse comparativement à 1,49 % à la période correspondante de 2008 (en excluant le débranchement des abonnés des services analogiques en septembre 2008).

Indicateurs de l'exploitation – secteur des services mobiles						
	Aux 30 septembre					
	2009	2008	Variation			
Abonnés (en milliers)						
Postpayés	5 192	4 803	8,1 %			
Prépayés	1 221	1 178	3,7 %			
Total	6 413	5 981	7,2 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	81	80	1 pt			
Population ¹ couverte par les services numériques (en millions) ²	32,7	32,4	0,9 %			
	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	291	300	(3,0) %	753	783	(3,8) %
Prépayés	129	147	(12,2) %	415	431	(3,7) %
Total	420	447	(6,0) %	1 168	1 214	(3,8) %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	131	133	(1,5) %	270	362	(25,4) %
Prépayés	(6)	16	n.s.	14	51	(72,5) %
Total³	125	149	(16,1) %	284	413	(31,2) %
Total des ajouts nets d'abonnés – ajusté³	125	176	(29,0) %	284	440	(35,4) %
PMAA (en dollars) ⁴	59,45	64,14	(7,3) %	58,82	62,94	(6,5) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ⁴	1,55	1,68	(0,13) pt	1,57	1,55	0,02 pt
Taux de désabonnement ajusté, par mois (en %) ³	1,55	1,52	0,03 pt	1,57	1,49	0,08 pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	397	416	(4,6) %	394	410	(3,9) %
Frais d'acquisition ⁵ par ajout brut d'abonné (en dollars) ^{4,6}	320	358	(10,6) %	322	344	(6,4) %
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ^{4,6}	10,3	8,7	1,6 pt	10,5	8,7	1,8 pt
BAlIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	652	686	(5,0) %	1 874	1 931	(3,0) %
BAlIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau	45,9	46,4	(0,5) pt	45,5	46,6	(1,1) pt

pt(s) – point(s) de pourcentage

- Par « population », on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
- Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente, conclues principalement avec Bell Canada.
- Les ajouts nets et le taux de désabonnement combiné pour le troisième trimestre de 2008 tiennent compte de l'incidence de la mise hors service du réseau analogique de TELUS le 15 septembre 2008. Les chiffres ajustés en ce qui a trait aux ajouts nets d'abonnés et au taux de désabonnement ne tiennent pas compte de l'incidence du débranchement d'environ 28 000 abonnés découlant de la mise hors service du réseau analogique.
- Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.
- Frais d'acquisition.
- Au premier trimestre de 2009, la société a amélioré l'évaluation de ses frais d'acquisition et de fidélisation effectuée à l'aide de ses systèmes opérationnels, de manière à assurer une concordance avec les modifications apportées au chapitre des activités. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été retraités en conséquence.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 16 %, au troisième trimestre de 2009, et ont reculé de 4 millions de dollars, ou 2 %, au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La hausse pour le trimestre tient à l'augmentation des produits par appareil d'abonné découlant de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts et de la hausse des volumes de fidélisation, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes d'acquisition d'abonnés, facteur ayant contribué à la diminution des produits tirés des mises en service et des accessoires. Cette catégorie comprend également les résultats de Black's pour le mois de septembre.
- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	209	193	8,3 %	582	522	11,5 %
Charges d'exploitation des services de réseau	161	155	3,9 %	465	445	4,5 %
Frais de marketing	106	122	(13,1) %	292	346	(15,6) %
Frais généraux et d'administration						
Salaires, charge au titre des avantages sociaux ¹ et autres charges liées à l'effectif	142	151	(6,0) %	427	457	(6,6) %
Autres frais généraux et d'administration	75	61	23,0 %	230	180	27,8 %
Charges d'exploitation	693	682	1,6 %	1 996	1 950	2,4 %
Coûts de restructuration	3	1	n.s.	9	2	n.s.
Total des charges d'exploitation	696	683	1,9 %	2 005	1 952	2,7 %

1. Inclut une économie de néant et de 1 million de dollars, respectivement, pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009, au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, comparativement à une économie de 2 millions de dollars et de 7 millions de dollars, respectivement, pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2008.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services mobiles a augmenté de 13 millions de dollars et de 53 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses tiennent principalement à l'augmentation des charges liées aux services de transmission de données, à la prise en compte des résultats de Black's pour le mois de septembre, et à l'augmentation des créances douteuses au cours de la période de neuf mois.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 16 millions de dollars et de 60 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses tiennent en partie à l'augmentation des volumes au chapitre de la fidélisation et à l'accroissement des coûts par appareil afin de soutenir la migration des abonnés vers des téléphones intelligents, ainsi qu'à l'ajustement plus important de l'évaluation des stocks, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes au chapitre des acquisitions. Les charges liées aux ventes d'équipement tiennent compte des résultats de Black's pour le mois de septembre.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 6 millions de dollars et de 20 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses ont permis de soutenir la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance de 27 % au troisième trimestre et de 34 % au cours des neuf premiers mois), laquelle tient à l'utilisation accrue et à la pénétration continue sur le marché des téléphones intelligents et des clés Internet, qui ont entraîné une hausse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation des fournisseurs de services, facteurs neutralisés en partie par la baisse des frais d'itinérance découlant de la réduction des tarifs.
- Les frais de marketing ont diminué de 16 millions de dollars et de 54 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de la baisse des frais de publicité et de promotion et de la diminution des commissions découlant d'un changement dans la gamme de produits et de l'offre de canaux à des tarifs variables dans le cadre des activités de chargement. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 38 \$ et de 22 \$, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces baisses reflètent la diminution des commissions et la réduction des coûts de financement par appareil, laquelle reflète les changements au chapitre des tarifs promotionnels et la gamme plus importante de produits Koodo, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des mises en service.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 10,3 % et à 10,5 %, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, en hausse comparativement à 8,7 % aux périodes correspondantes de 2008. La hausse des frais de fidélisation découle principalement du fait que la société s'est concentrée sur la migration des abonnés vers des téléphones intelligents.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif inscrits dans les frais généraux et d'administration ont diminué de 9 millions de dollars et de 30 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, ce qui reflète la réduction des primes de rendement comptabilisées et les retombées des initiatives du programme d'efficacité concurrentielle. Les autres frais généraux et d'administration se sont accrus de 14 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement; ces résultats tiennent compte de la hausse des coûts relatifs à la main-d'œuvre externe visant à soutenir l'accroissement du nombre d'abonnés, l'augmentation des loyers découlant de l'expansion des réseaux de distribution de produits Koodo et la prise en compte des charges de Black's pour le mois de septembre. Les créances douteuses sont demeurées les mêmes au cours du trimestre mais ont augmenté de 17 millions de dollars pour la période de neuf mois.
- Les coûts de restructuration concernent diverses initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

Secteur des services mobiles – BAIIA	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	517	526	(1,7) %	1 498	1 513	(1,0) %
Marge du BAIIA (en %)	42,6	43,5	(0,9) pt	42,8	43,7	(0,9) pt

Le BAIIA du secteur des services mobiles a reculé de 9 millions de dollars et de 15 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le BAIIA du secteur des services mobiles, compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, a diminué de 5 millions de dollars et de 2 millions de dollars, respectivement, en raison de la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix, de la hausse des frais de fidélisation et des coûts liés au réseau visant à soutenir la croissance des services de transmission de données, ainsi que de l'augmentation des frais généraux et d'administration afin d'appuyer l'accroissement du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais d'acquisition. La marge du BAIIA a été touchée par la hausse des coûts liés au réseau découlant de l'adoption de téléphones intelligents, par l'accroissement des coûts de restructuration, ainsi que par la hausse des créances douteuses au cours des neuf premiers mois.

6. Évolution de la situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 septembre 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	34	4	30	n.s.	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	781	966	(185)	(19) %	Diminution de 100 millions de dollars découlant de la hausse du produit tiré des créances titrisées, de la baisse des créances de fournisseurs de services mobiles et de la réduction des débiteurs du secteur des services mobiles découlant de la baisse des PMAA tirés des services postpayés. Le délai moyen de règlement des débiteurs était de 45 jours au 30 septembre 2009, en hausse comparativement à 43 jours au 30 juin 2009 et en baisse comparativement à 48 jours au 31 décembre 2008.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	112	25	87	n.s.	Reflète une hausse des impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir comptabilisés, ainsi que les acomptes provisionnels versés, déduction faite des remboursements reçus.
Stocks	192	333	(141)	(42) %	Principalement une diminution des volumes d'appareils mobiles ainsi que des pièces et accessoires, ainsi qu'une baisse du coût moyen des appareils.
Frais payés d'avance et autres ¹	200	176	24	14 %	Principalement le paiement anticipé des impôts fonciers, des contrats d'entretien et des droits de licences pour les services mobiles, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés	—	10	(10)	(100) %	Ajustements à la juste valeur des couvertures de change. Se reporter au poste Passifs dérivés ci-dessous.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 417	1 465	(48)	(3) %	Tient compte d'une diminution du passif au titre des prestations constituées et des charges liées à l'effectif, d'une baisse des fournisseurs découlant de la réduction des dépenses et d'une réduction des charges à payer, facteurs neutralisés en partie par une hausse saisonnière des intérêts à payer ainsi que par la prise en compte de cinq jours de paie de plus.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	14	163	(149)	(91) %	Reflète les impôts finaux exigibles en 2009 pour l'année d'imposition 2008.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	84	51	33	65 %	Les nouvelles obligations en vertu des programmes de restructuration en cours ont excédé les paiements en vertu des anciens programmes de restructuration.
Dividendes à payer	151	151	—	—	Le dividende déclaré pour le troisième trimestre a été versé le 1 ^{er} octobre 2009, et celui déclaré pour le quatrième trimestre de 2008, le 2 janvier 2009.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	646	689	(43)	(6) %	Principalement une diminution des produits reportés découlant des volumes à la baisse d'appareils mobiles détenus par des détaillants externes, ainsi que la réduction des dépôts de clients du secteur des services filaires.
Tranche à court terme de la dette à long terme	82	4	78	n.s.	Reflète l'échéance en mai 2010 de débentures de série 1 à 12 % d'un montant de 50 millions de dollars de TELUS Communications Inc. et l'échéance en juillet 2010 d'obligations hypothécaires de premier rang de série U à 11,5 % d'un montant de 30 millions de dollars de TELUS Communications Inc., déduction faite d'une petite diminution liée aux contrats de location-acquisition.
Passifs dérivés	82	75	7	9 %	Ajustements à la juste valeur pour tenir compte des options sur actions et des couvertures relatives aux opérations, compensés par les options exercées ou frappées d'extinction.
Tranche à court terme des impôts futurs	586	459	127	28 %	Principalement des modifications du revenu tiré d'une société de personnes de Société TELUS Communications et de SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement²	(1 743)	(1 543)	(200)	(13) %	La réduction du fonds de roulement a contribué à la diminution de la dette à long terme.
1. Avec prise d'effet à l'exercice 2009, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels (chapitre 3064 du Manuel) s'appliquent à la société. L'adoption de cette norme a donné lieu à des ajustements des bilans consolidés. Se reporter à la rubrique 8.2.4, « Faits nouveaux pour l'exercice 2009 ».					
2. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Évolution de la situation financière □ Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 septembre 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Immobilisations corporelles, montant net	12 802	12 483	319	3 %	Se reporter à la <i>rubrique</i> 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations</i> », ainsi qu'à la <i>rubrique</i> 5.3, « <i>Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels</i> ».
Autres actifs					
Autres actifs à long terme ¹	1 556	1 418	138	10 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	43	42	1	2 %	Reflète un nouveau placement d'un montant peu élevé.
Écart d'acquisition	3 572	3 564	8	—	Prise en compte de l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de Black's Photo Corporation.
Dettes à long terme	5 809	6 348	(539)	(8) %	Comprend : <ul style="list-style-type: none"> un produit net de 697 millions de dollars découlant de l'émission, en mai, de billets à 4,95 % échéant dans cinq ans; une augmentation de 103 millions de dollars du papier commercial; une réduction nette de 980 millions de dollars des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012; des débetures de 80 millions de dollars reclassées dans le passif à court terme; une diminution de 280 millions de dollars de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011 découlant de l'appréciation du dollar canadien, qui a été en grande partie neutralisée par la diminution des passifs dérivés (se reporter au poste Autres passifs à long terme).
Autres passifs à long terme	1 560	1 295	265	20 %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur du passif dérivé lié aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs¹	1 328	1 213	115	9 %	Augmentation des impôts futurs sur les actifs et passifs à long terme, y compris les gains et pertes non réalisés sur les dérivés et les redressements liés à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs, neutralisée en partie par une réévaluation découlant des modifications des taux d'imposition prévus par la loi.
Capitaux propres					
Actions ordinaires et actions sans droit de vote ¹	7 513	7 085	428	6 %	Principalement un bénéfice net de 843 millions de dollars et un montant de 25 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat étendu qui reviennent aux détenteurs d'actions ordinaires et sans droit de vote, moins les dividendes de 451 millions de dollars payés ou à payer en espèces.
Part des actionnaires sans contrôle	20	23	(3)	(13) %	Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle, déduction faite du bénéfice net de 3 millions de dollars qui revient à la part des actionnaires sans contrôle.
1. Avec prise d'effet à l'exercice 2009, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels (chapitre 3064 du <i>Manuel</i>) s'appliquent à la société. L'adoption de cette norme a donné lieu à des ajustements des bilans consolidés. Se reporter à la <i>rubrique</i> 8.2.4, « <i>Faits nouveaux pour l'exercice 2009</i> ».					

7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les politiques financières liées à la structure du capital de la société, son plan financier et ses résultats sont présentés à la *rubrique* 4.3. Dans le cours normal des activités, la société a généré des flux de trésorerie liés à l'exploitation annuels supérieurs aux dépenses en immobilisations annuelles nécessaires à la croissance des activités et aux investissements dans la technologie. En 2009, les rentrées liées aux activités d'exploitation ont dépassé les sorties liées aux activités d'investissement, et la dette a été réduite. En 2008, les rentrées liées aux activités d'exploitation ont été complétées par les rentrées liées aux activités de financement, et ont contribué à financer l'acquisition d'Emergis en janvier et ont servi au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué au troisième trimestre.

Sommaire des états consolidés des flux de trésorerie (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Rentrées liées aux activités d'exploitation	814	985	(17,4) %	2 280	2 072	10,0 %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(585)	(1 353)	56,8 %	(1 615)	(2 790)	42,1 %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(221)	358	n.s.	(635)	734	n.s.
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	8	(10)	—	30	16	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	26	46	—	4	20	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	34	36	—	34	36	(5,6) %

7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 171 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 et elles ont augmenté de 208 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement des variations suivantes :

- La variation du produit tiré des créances titrisées (prise en compte dans la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement figurant à l'état consolidé des flux de trésorerie) constitue une source de fonds lorsque le produit augmente et une sortie de fonds lorsque le produit diminue. Le produit est demeuré inchangé au troisième trimestre de 2009, alors qu'il avait augmenté de 100 millions de dollars au troisième trimestre de 2008. Au cours des neuf premiers mois de 2009, la société a accru de 100 millions de dollars le produit tiré des créances titrisées, alors que ce produit avait reculé d'un montant net de 250 millions de dollars à la période correspondante de 2008. Se reporter à la *rubrique 7.6, « Vente de créances »*.
- Les paiements d'impôts, déduction faite des économies, se sont établis à 48 millions de dollars et à 270 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009. Les paiements nets en 2009 tiennent compte d'une économie de 10 millions de dollars comptabilisée au troisième trimestre (économie de 64 millions de dollars pour les neuf premiers mois) découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, ainsi que des acomptes provisionnels finaux versés au premier trimestre relativement à l'année d'imposition 2008. En comparaison, les paiements d'impôts au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2008 se sont élevés à 1 million de dollars et à 8 millions de dollars, respectivement. La société a commencé à effectuer des paiements d'impôts importants en 2009 (se reporter aux hypothèses concernant les paiements d'impôts présentées à la *rubrique 9*).
- La diminution du BAIIA de 52 millions de dollars et de 140 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois, comme il est décrit à la *rubrique 5, « Résultats d'exploitation »*. La diminution du BAIIA tient compte d'une hausse de la charge de retraite au titre des régimes de retraite à prestations déterminées des salariés et d'une augmentation des coûts de restructuration. Le BAIIA excluant ces éléments hors trésorerie a reculé de 1 million de dollars au cours du trimestre et il a augmenté de 40 millions de dollars au cours de la période de neuf mois.
- L'augmentation de 4 millions de dollars et de 57 millions de dollars, respectivement, des cotisations aux régimes à prestations déterminées des salariés au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Se reporter aux hypothèses concernant les régimes de retraite à prestations déterminées présentées à la *rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2009 »*.
- La hausse de 10 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, des paiements au titre des programmes de restructuration au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.
- L'augmentation de 19 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement, des intérêts reçus au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, qui découle principalement du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris la diminution des débiteurs et des créances des détaillants et la baisse des stocks au cours des neuf premiers mois de 2009, ainsi que la liquidation de placements à court terme de 42 millions de dollars au premier semestre de 2008.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 768 millions de dollars et de 1 175 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces baisses découlent de la diminution du total des dépenses en immobilisations (voir ci-dessous) et du nombre moins élevé d'acquisitions conclues. Au troisième trimestre de 2009, la société a acquis Black's Photo Corporation en contrepartie d'un montant en espèces de 28 millions de dollars (26 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises), et au premier trimestre de 2008, elle a acquis Emergis et Fastvibe, en contrepartie d'un montant total de 696 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises.

Les actifs en construction se chiffraient à 1 032 millions de dollars au 30 septembre 2009, soit un résultat en hausse de 350 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2008, qui concerne principalement des initiatives liées aux réseaux à large bande filaires et mobiles de la société, pour lesquels de plus amples renseignements sont fournis ci-dessous. Au troisième trimestre de 2009, les logiciels en construction ont diminué de 71 millions de dollars, en raison de l'achèvement de certains projets visant des logiciels liés au réseau à large bande.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Secteur des services filaires (dépenses générales)	365	340	7,4 %	1 011	916	10,4 %
Secteur des services mobiles (dépenses générales)	193	133	45,1 %	578	312	85,3 %
Dépenses en immobilisations (dépenses générales) Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE (secteur des services mobiles)	558	473	18,0 %	1 589	1 228	29,4 %
	—	882	n.s.	—	882	n.s.
Total des dépenses en immobilisations	558	1 355	(58,8) %	1 589	2 110	(24,7) %
Total des dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles	193	1 015	(81,0) %	578	1 194	(51,6) %
BAIIA déduction faite du total des dépenses en immobilisations ¹	365	(380)	n.s.	1 113	732	52,0 %
Intensité des dépenses en immobilisations (en %)²						
Dépenses en immobilisations générales	23	19	4 pts	22	17	5 pts
Total des dépenses en immobilisations	23	55	(32) pts	22	29	(7) pts

1. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour le calcul et pour une description du BAIIA.
2. L'intensité des dépenses en immobilisations représente la mesure des dépenses en immobilisations divisées par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le total des dépenses en immobilisations a diminué de 797 millions de dollars et de 521 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE comptabilisé à l'exercice précédent. Les dépenses en immobilisations générales (excluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE) ont augmenté de 85 millions de dollars et de 361 millions de dollars, respectivement, en grande partie en raison du fait que la société s'est concentrée sur les initiatives touchant le réseau filaire à large bande ainsi que le réseau sans fil HSPA. Grâce à l'achèvement prochain, en 2009, de l'initiative sans fil HSPA et aux progrès réalisés dans l'expansion du réseau filaire à large bande, il est prévu que les dépenses en immobilisations pour 2010 reviennent aux niveaux moyens historiques enregistrés entre 2006 et 2008 et, par conséquent, qu'elles n'atteindraient que 1,7 milliard de dollar. Se reporter à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2009 », pour des renseignements sur les attentes de la société relativement aux dépenses en immobilisations de l'exercice complet.

Le BAIIA déduction faite du total des dépenses en immobilisations a augmenté de 745 millions de dollars et de 381 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Cette amélioration tient principalement au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE comptabilisé à l'exercice précédent, neutralisé en partie par la hausse de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des coûts de restructuration en 2009. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations pour les neuf premiers mois de 2009, qui s'est élevé à 22 %, reflète un ratio d'intensité de 27 % (24 % au cours des neuf premiers mois de 2008) pour le secteur des services filaires, et un ratio d'intensité de 17 % (34 % au cours des neuf premiers mois de 2008 en incluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE, ou 9 % en excluant ce paiement) pour le secteur des services mobiles.

- Secteur des services filaires

Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 25 millions de dollars et de 95 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses tiennent principalement aux investissements dans les initiatives liées aux réseaux à large bande et à TELUS TV, surtout en Colombie-Britannique et en Alberta. Les dépenses effectuées en 2008, pour la mise en service en juillet 2008 de la plateforme de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique, ont en partie neutralisé ce résultat. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 41 millions de dollars au troisième trimestre de 2009, soit une baisse de 68 millions de dollars, ou 62 %, par rapport à la période correspondante de 2008. Les flux de trésorerie du secteur des services filaires se sont élevés à 193 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2009, en baisse de 220 millions de dollars, ou 53 %, par rapport à la période correspondante de 2008.

- Secteur des services mobiles

Les dépenses en immobilisations générales du secteur des services mobiles ont augmenté de 60 millions de dollars et de 266 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement des nouveaux investissements dans la technologie HSPA et dans les capacités en matière de service aux fins du lancement du réseau prévu pour novembre 2009. Les dépenses en immobilisations générales à l'exercice précédent étaient relativement peu élevées,

la société ayant reporté ces dépenses en attendant l'issue des enchères de licences de spectre pour les SSFE tenues en juillet 2008 et de la mise au point définitive des plans de la société concernant l'évolution des technologies mobiles.

Le total des dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles a diminué de 822 millions de dollars et de 616 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces baisses reflètent le paiement, à l'exercice précédent, d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE, neutralisé en partie par les dépenses liées au réseau HSPA engagées en 2009. Par conséquent, les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services mobiles se sont chiffrés à 324 millions de dollars et à 920 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, soit une augmentation comparativement à (489) millions de dollars et à 319 millions de dollars, respectivement, au cours des périodes correspondantes de 2008.

7.3 Rentrées (sorties) liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 221 millions de dollars et à 635 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009, comparativement à des rentrées nettes liées aux activités de financement de 358 millions de dollars et de 734 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008.

- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au troisième trimestre de 2009 ont totalisé 149 millions de dollars; ils ont été versés le 2 juillet 2009 et concernaient le dividende (47,5 cents par action) déclaré au deuxième trimestre. Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au cours des neuf premiers mois de 2009 ont totalisé 451 millions de dollars; ils concernaient le dividende déclaré aux premier et deuxième trimestres de 2009, ainsi que celui déclaré au quatrième trimestre de 2008 (47,5 cents par action dans tous les cas). En comparaison, les dividendes versés au cours des neuf premiers mois de 2008 s'étaient établis à 289 millions de dollars; ils concernaient le dividende déclaré aux premier et deuxième trimestres de 2008 (0,45 cent par action dans chaque cas).
- La société n'a racheté aucune action de TELUS dans le cadre des RCNA en 2009. Le nombre maximal d'actions que la société peut racheter en vertu de l'offre en cours, qui prendra fin le 22 décembre 2009, s'élève à quatre millions d'actions ordinaires et à quatre millions d'actions sans droit de vote. Au cours du troisième trimestre de 2008, la société a racheté environ 1,97 million d'actions, pour un montant de 75 millions de dollars, et au cours des neuf premiers mois de 2008, elle a racheté environ 6,61 millions d'actions, pour un montant de 274 millions de dollars.
- Émission de titres de créance à long terme

En mai 2009, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, des billets de série CF à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net d'environ 697 millions de dollars a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial. Les billets de série CF sont rachetables en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours. Le prix de rachat est égal au plus élevé de i) la valeur actualisée des billets, actualisée en fonction du taux de rendement des obligations du Canada majoré de 71 points de base, ou de ii) 100 % du capital. De plus, les intérêts courus et impayés, s'il y a lieu, seront payés à la date fixée pour le rachat.

La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CF, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie supplémentaire. Les agences de notation ont attribué à ces billets les mêmes cotes que celles attribuées aux billets émis précédemment par TELUS. Se reporter à la *rubrique 7.7, « Cotes de crédit »*.

En avril 2008, la société a émis des billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars et échéant en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment la réduction nette des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction du produit tiré de la titrisation de créances, laquelle est inscrite comme une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (se reporter à la *rubrique 7.1, « Rentrées liées aux activités d'exploitation »*).

- Facilités bancaires et papier commercial

La société alterne régulièrement entre diverses sources de financement à court terme pour tirer parti des écarts au chapitre des frais d'intérêts. Au premier trimestre de 2009, la société a réduit les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 de 680 millions de dollars, les portant à 300 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 756 millions de dollars, le portant à 1 188 millions de dollars. En raison principalement de l'émission fructueuse de billets en mai 2009, la société a réduit à néant les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 au deuxième trimestre, et elle a réduit l'encours

du papier commercial à 604 millions de dollars. Au troisième trimestre, la société a de nouveau réduit l'encours du papier commercial, le ramenant à 534 millions de dollars.

Au premier trimestre de 2008, la société avait accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant de néant à 321 millions de dollars, et elle avait accru les émissions de papier commercial de 213 millions de dollars, les portant à 800 millions de dollars, aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis conclue en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société avait réduit de 159 millions de dollars les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant à 162 millions de dollars au 30 juin, et elle avait maintenu l'encours du papier commercial. Au cours du troisième trimestre, la société avait accru les montants prélevés au titre des facilités bancaires, les portant à 430 millions de dollars, et elle avait augmenté l'encours du papier commercial à 980 millions de dollars, aux fins du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE.

- Dette à long terme de TELUS Communications Inc.

Avec prise d'effet le 12 juin 2009, TELUS Corporation a garanti le paiement du capital et des intérêts au titre des débentures de TCI et au titre des obligations hypothécaires de premier rang de TCI.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement			
Au 30 septembre ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2009	2008	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 177	7 187	(10)
Total des capitaux investis – valeur comptable ²	14 815	14 291	524
BAIIA excluant les coûts de restructuration	3 790	3 822	(32)
Montant net des intérêts débiteurs	420	454	(34)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	87	77	10 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	4,0	4,3	(0,3)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ^{1,2}	48,4	50,3	(1,9) pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,9	1,9	—
Ratios de couverture (sur 12 mois)¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme (couverture par le bénéfice)	4,1	4,5	(0,4)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	9,0	8,4	0,6
Autres mesures (sur 12 mois)			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ³	596	679	(83)
Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles □ ligne directrice de 45 % à 55 %¹			
Ratio de distribution – bénéfice réel excluant les ajustements liés aux impôts et l'option de règlement en espèces net liée aux options (en %)	60	54	6 pts
Ratio de distribution – bénéfice réel (en %)	53	47	6 pts
1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
2. Le montant au 30 septembre 2008 reflète l'ajustement des bénéfices non répartis, par suite de l'adoption des nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels. Se reporter à la rubrique 8.2.			
3. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.			

La dette nette au 30 septembre 2009 a diminué légèrement par rapport à l'exercice précédent, car la hausse de 150 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées a été neutralisée par les autres variations de la dette nette. Le total des capitaux investis a augmenté, en raison principalement de la hausse des bénéfices non répartis, aucun rachat d'actions dans le cadre des RCNA n'ayant eu lieu depuis le quatrième trimestre de 2008. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration) est demeuré inchangé, la diminution de la dette nette étant proportionnelle à la réduction du BAIIA sur 12 mois.

La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes était de 87 % au 30 septembre 2009, soit un résultat en hausse comparativement à 77 % à l'exercice précédent, qui tient à l'émission de titres de créance en mai 2009, à la réduction du papier commercial et au remboursement des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des activités de titrisation de créances. La durée moyenne à l'échéance de la dette était de quatre ans au 30 septembre 2009, en baisse de 0,3 an par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement au passage du temps.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme était de 4,1 fois pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009, soit une baisse comparativement à 4,5 fois à l'exercice précédent. La réduction du bénéfice avant impôts sur les bénéfices et intérêts débiteurs sur la dette à long terme a donné lieu à une diminution de 0,3 fois du ratio, et l'augmentation des intérêts débiteurs sur la dette à long terme s'est traduite par une réduction de 0,1 fois du ratio. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA (excluant les coûts de restructuration) était de 9,0 fois pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009, soit une hausse comparativement à 8,4 fois à l'exercice précédent, qui tient à

une réduction du montant net des intérêts débiteurs tenant compte d'un montant important d'intérêts créditeurs, neutralisée en partie par la diminution du BAIIA excluant les coûts de restructuration.

Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009 ont diminué de 83 millions de dollars par rapport à la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2008. La diminution est en grande partie imputable à la hausse de 520 millions de dollars des dépenses en immobilisations générales, à l'augmentation de 386 millions de dollars des paiements d'impôts déduction faite des économies, ainsi qu'à l'augmentation de 50 millions de dollars des paiements au titre des programmes de restructuration, facteurs neutralisés en partie par le paiement d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué en 2008.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient lui permettre d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.

Le ratio s'est établi à 1,9 fois au 30 septembre 2009.

- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

La ligne directrice au chapitre du ratio de distribution est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle. Le ratio pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009 calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et de l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options dans le calcul des bénéfices s'est établi à 60 %. Le ratio fondé sur les bénéfices réels pour la même période s'est établi à 53 %.

7.5 Facilités de crédit

Au 30 septembre 2009, TELUS avait des liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit inutilisées de 1,6 milliard de dollars, de même que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Le 19 juin 2009, les modalités de la facilité de crédit d'une durée de 364 jours ont été modifiées de manière que le montant disponible au titre de cette facilité soit porté à 300 millions de dollars et que la date d'échéance soit prorogée jusqu'au 31 décembre 2010.

Facilités de crédit de TELUS au 30 septembre 2009

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000	—	(221)	(534)	1 245
Facilité renouvelable de 364 jours ²	31 décembre 2010	300	—	—	—	300
Autres facilités bancaires	—	63	(2)	(4)	—	57
Total	—	2 363	(2)	(225)	(534)	1 602

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

2. Dollars canadiens uniquement.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,9:1 au 30 septembre 2009) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 9:1 au 30 septembre 2009) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

7.6 Vente de créances

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. Par suite

d'une nouvelle entente conclue en mai 2009, la durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée pour une période de trois ans, et le montant maximal s'élève à 500 millions de dollars.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 6 novembre 2009, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007
	400	400	300	300	250	150	500	500

7.7 Cotes de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société au cours des neuf premiers mois de 2009. Les quatre agences de notation qui couvrent TELUS ont attribué des cotes identiques aux cotes attribuées précédemment, toutes assorties de perspectives stables, relativement à l'émission de 700 millions de dollars de billets effectuée par la société en mai 2009. Le 17 juin 2009, DBRS Ltd. a confirmé les cotes attribuées à TELUS Corporation et à TELUS Communications Inc.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS Ltd.	S&P	Moody's	Fitch Ratings
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc.				
Déventures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers (note 4 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les instruments financiers de la société ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits dans le rapport de gestion annuel 2008 de la société. Une mise à jour est présentée ci-dessous.

Risque de crédit – débiteurs/provision pour créances douteuses

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit par la clientèle vaste et diversifiée de la société, qui regroupe à peu près tous les secteurs des consommateurs et des entreprises au Canada. La société applique un programme d'évaluation du crédit des clients et limite le montant du crédit accordé lorsqu'elle le juge nécessaire. Elle maintient des provisions pour les pertes sur créances potentielles, et ces pertes ont été conformes aux prévisions de la direction jusqu'à maintenant. La durée de vie moyenne pondérée des comptes clients en souffrance est de 74 jours, soit une hausse comparativement à 64 jours au 31 décembre 2008.

Risque de liquidité

Dans le cadre des politiques financières liées à la structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la rubrique 4.3, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », la société gère son risque de liquidité à l'aide d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui lui permet de gérer ses liquidités excédentaires et ses besoins en liquidités selon les besoins réels de la société et de ses filiales; de plus, la société maintient des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consorsial ainsi qu'un programme de papier commercial, elle vend des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, elle exerce une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, et elle gère les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

TELUS a d'importantes échéances de titres de créance au cours des exercices ultérieurs. La société peut émettre un montant maximal de 4 milliards de dollars de titres de créance ou de participation en vertu d'un prospectus préalable de base, en vigueur jusqu'en octobre 2011. La société estime que ses cotes de crédit de première qualité lui fournissent un accès raisonnable aux marchés financiers.

Risque de marché

L'analyse de sensibilité concernant les variations possibles du risque de marché qui pourraient raisonnablement se produire en raison de l'exposition de la société au risque de change, au risque de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix découlant de la rémunération à base d'actions est présentée à la note 4 g) des états financiers consolidés intermédiaires.

Engagements et passifs éventuels

Comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix

La société a comptabilisé un passif au titre du compte de report totalisant 145 millions de dollars au 30 septembre 2009. Le CRTC a instauré le concept de comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix en 2002, dans les *Décisions de télécom 2002-34 et 2002-43*. De juin 2002 à mai 2006, la société était tenue, en vertu de ce concept, de reporter la constatation dans l'état des résultats d'une tranche des montants reçus au titre des services de base résidentiels fournis aux abonnés dans des zones de desserte autres que celles à coût élevé, plutôt que de réduire les tarifs des abonnés à ces services. Le CRTC a publié de nombreuses décisions concernant l'application et l'utilisation des fonds des comptes de report. La société peut constater les montants dans le compte de report au moment de la prise des mesures d'admissibilité, comme les programmes d'amélioration du service dans les zones de desserte à faible coût admissibles, les réductions de tarifs (y compris concernant ceux fournis aux concurrents), l'élargissement de la portée des services à large bande dans les territoires des ESLT jusqu'aux collectivités rurales et éloignées, et l'accessibilité accrue des personnes handicapées aux services de télécommunications. Finalement, il revient au CRTC de déterminer le moment où le passif du compte de report est réglé. Le CRTC stipule, dans la *Décision de télécom 2008-1*, qu'il n'acceptera aucune autre demande visant à étendre les services à large bande dans d'autres collectivités rurales et éloignées, qui lui est présentée dans le but d'éliminer le solde des comptes de report. Le solde estimatif du compte de report qui excède les montants approuvés liés aux initiatives admissibles se chiffre à environ 50 millions de dollars.

Les comptes de report font l'objet d'appels instruits auprès de la Cour suprême du Canada par l'Association des consommateurs du Canada, par l'Organisation nationale anti-pauvreté, par Bell Canada ainsi que par la société. Le 18 septembre 2009, la Cour suprême du Canada a rejeté tous les appels, confirmant par le fait même le pouvoir du CRTC d'instaurer le compte de report et de statuer sur l'utilisation des fonds des comptes de report. La Cour a également sursis à l'exécution de la décision du CRTC sur les comptes de report, qui limitait l'utilisation des fonds des comptes de report à des fins diverses, sauf en ce qui concerne l'accessibilité accrue des personnes handicapées aux services de télécommunications. Le CRTC a demandé à la société de présenter de nouveau, en janvier 2010, une estimation de ses coûts initiaux ainsi qu'une proposition couvrant une période de quatre ans relativement aux 229 collectivités déjà approuvées. La société prévoit mettre en œuvre son programme visant à étendre le service IP dans les collectivités rurales et éloignées au milieu de 2010.

À l'heure actuelle, la société s'attend à consentir des remises totalisant environ 50 millions de dollars sous forme de petits montants individuels versés à ses abonnés des services résidentiels dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé, et ce, probablement en 2010, lorsque le CRTC aura déterminé le solde des comptes de report qui doit être remboursé. Étant donné que la société reporte la constatation dans l'état des résultats des montants reçus aux termes du concept de comptes de report, les remises consenties aux abonnés à même le compte de report n'auront pas d'incidence sur le bénéfice net. Ces remises seront inscrites à titre de sorties liées aux fonds de roulement dans les états consolidés des flux de trésorerie lorsque les paiements seront effectués.

Garanties

Les PCGR du Canada exigent que des informations soient fournies sur certains types de garanties ainsi que sur leurs montants maximaux non actualisés. Les montants maximaux non actualisés des garanties au 30 septembre 2009, sans égard à la probabilité du versement de ces paiements, étaient négligeables.

Engagements d'indemnisation : Dans le cours normal de ses activités, la société peut fournir des engagements d'indemnisation en ce qui a trait à certaines opérations. À l'exclusion des obligations enregistrées à titre de passif au moment où l'opération est effectuée, la société n'a jamais fait de paiement important en vertu de ces engagements d'indemnisation.

En ce qui a trait à la cession, en 2001, des activités de TELUS liées aux annuaires, la société a accepté de prendre en charge une quote-part proportionnelle des frais accrus de publication des annuaires pour le nouveau propriétaire si l'augmentation découle d'un changement relatif aux exigences réglementaires applicables du CRTC. La quote-part de la société aurait été de 80 % jusqu'en mai 2006, passerait à 40 % pour les cinq années suivantes et s'établirait ensuite à 15 % dans la dernière période de cinq ans. Si une mesure du CRTC empêchait le propriétaire de réaliser les activités liées aux annuaires qui sont précisées dans l'entente, TELUS indemniserait le propriétaire à l'égard de toute perte subie par ce dernier.

Au 30 septembre 2009, la société n'avait constaté aucun passif en ce qui a trait à ses engagements d'indemnisation.

Réclamations et poursuites

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société à l'exception de ce qui est décrit à la note 19 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 30 septembre 2009. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties. Le nombre d'actions en circulation et pouvant être émises au 6 novembre 2009 n'a pas varié de façon importante par rapport au 30 septembre 2009. Le 4 novembre, le conseil d'administration a approuvé une modification apportée au programme de réinvestissement des dividendes de TELUS, et avec prise d'effet pour le dividende déclaré pour le quatrième trimestre de 2009, TELUS émettra des actions sur le capital autorisé aux fins des dividendes réinvestis à un escompte de 3 %, plutôt que d'acheter des actions exclusivement sur le marché libre.

Actions en circulation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 30 septembre 2009	175	143	318 ¹
Options en cours et pouvant être émises ² au 30 septembre 2009	—	15	15
	175	158	333

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 318 millions pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009.

2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (se reporter également à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés 2008 de TELUS, sauf en ce qui concerne les faits nouveaux décrits ci-dessous. L'analyse qui suit tient compte des attentes à la date de clôture concernant le passage des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Passage aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés par les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS de l'IASB ») au cours d'une période de transition devant se terminer d'ici 2011. TELUS devra utiliser les IFRS de l'IASB dans la présentation de ses états financiers intermédiaires et annuels s'appliquant aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, date à laquelle la société a décidé d'adopter ces normes.

Le Conseil des normes comptables du Canada procédera au passage aux IFRS de l'IASB au moyen d'une combinaison de trois méthodes :

- i) lorsque les projets conjoints de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et de l'IASB feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes;
- ii) le recours aux normes désignées comme des normes clés ou importantes par le Conseil des normes comptables du Canada, à l'égard desquelles ce dernier a amorcé un projet aux fins de la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS connexes avant la date de transition, publiées en tant que PCGR du Canada;
- iii) les normes n'étant pas assujetties au projet conjoint de convergence ont été présentées de manière générale aux fins de leur adoption au moment de la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes.

Les deux premières méthodes pourraient, ou pourront, faire en sorte que la société puisse, ou doive, aligner certaines conventions comptables sur les IFRS de l'IASB avant 2011, advenant la publication d'une nouvelle norme ou que l'adoption anticipée soit permise.

En vertu de son plan de travail, l'IASB a mis en œuvre des projets qui devraient donner lieu à de nouvelles prises de position qui se traduiront par des modifications des IFRS de l'IASB et, par conséquent, les IFRS de l'IASB qui seront en vigueur à la date de la conversion devraient différer des IFRS en vigueur à l'heure actuelle. En novembre 2008, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a publié un projet de plan comportant sept jalons, en vertu duquel certains émetteurs assujettis aux États-Unis seraient autorisés à utiliser les IFRS de l'IASB aux fins du dépôt de leurs résultats. Ce projet revêt une grande importance, car il envisage également l'application obligatoire des IFRS de l'IASB pour les émetteurs assujettis aux États-Unis dès 2014 (la Securities and Exchange Commission des États-Unis devrait prendre une décision en 2011 relativement à cette obligation d'utilisation prévue par le jalon 6). Nous ne pouvons pas évaluer à l'heure actuelle l'incidence de ce projet, le cas échéant, sur le plan de travail de l'IASB; cependant, le jalon 1 prévoit l'amélioration des normes comptables et précise que la Securities and Exchange Commission des États-Unis devra subséquemment déterminer si les IFRS de l'IASB constituent des normes de première qualité et si elles sont suffisamment exhaustives.

Dates clés liées au passage aux IFRS :

- Le 1^{er} janvier 2010 (date de transition) : TELUS préparera un état de la situation financière d'ouverture à cette date, conformément aux IFRS de l'IASB, afin de faciliter le passage aux IFRS en 2011. TELUS présentera les résultats de son exercice 2010 conformément aux PCGR du Canada.
- Le 1^{er} janvier 2011 (date du basculement) : date après laquelle TELUS préparera et présentera ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2011 selon les IFRS et présentera également les chiffres correspondants de l'exercice 2010 selon les IFRS.

Rubrique 8.2.1 Première adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS 1)

Dans le cadre de la transition aux IFRS, la société est tenue d'appliquer IFRS 1, qui stipule les exigences liées à la préparation d'états financiers conformes aux IFRS pour la première période suivant la date de basculement. IFRS 1 doit uniquement être appliquée au moment du basculement et elle prévoit l'application rétrospective de chaque IFRS, comme si ces normes avaient toujours eu prise d'effet. IFRS 1 prévoit également certaines exceptions à l'égard de l'application rétroactive des IFRS et elle fournit une série d'exemptions facultatives à l'égard de l'application rétrospective, afin de faciliter la transition à l'ensemble des normes IFRS. La société prévoit communiquer ses décisions initiales relativement aux exceptions obligatoires et aux exemptions facultatives dans son rapport de gestion annuel 2009.

Rubrique 8.2.2 Décisions concernant les conventions comptables en vertu des IFRS

La société a déterminé un petit nombre de domaines pour lesquels des modifications de conventions comptables sont attendues et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés. Elle s'attend à communiquer ses décisions initiales concernant les conventions comptables en vertu des IFRS dans son rapport de gestion annuel 2009.

Rubrique 8.2.3 Plan de basculement aux IFRS

Le plan de basculement aux IFRS qui est décrit ci-dessous est basé sur les hypothèses et attentes actuelles de la société, lesquelles pourraient varier dans l'avenir, en raison de modifications apportées aux IFRS ou d'autres facteurs.

Activité clé	Jalons (délais d'exécution prévus)	État et commentaires	
Préparation des états financiers			
<ul style="list-style-type: none"> Phase d'évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée 	La société a eu recours à un processus de diagnostic qui lui a permis de cerner un petit nombre de sujets qui influent sur ses résultats financiers ou sur les efforts qu'elle déploie pour assurer le passage aux IFRS de l'IASB. Ce processus de diagnostic a donné lieu à l'élaboration d'un plan détaillé aux fins de la conduite des activités.	Phase menée à terme au premier trimestre de 2008.	
	<ul style="list-style-type: none"> Phase de détermination des principaux éléments 	Détermination, évaluation et sélection des conventions comptables que la société doit aligner avec les IFRS de l'IASB.	Phase menée à terme.
		Approbation des choix initiaux aux termes d'IFRS 1 et des choix de conventions comptables.	Approbation des cadres dirigeants reçue. Présentation des choix au comité de vérification aux fins d'examen, et au conseil aux fins d'approbation. Approbation reçue le 4 novembre 2009.
		Description des différences principales dans le rapport de gestion annuel 2009.	Les informations à fournir font actuellement l'objet d'un examen.
		Élaboration du format des états financiers et des notes accompagnant ces états.	Les informations à fournir font actuellement l'objet d'un examen.
<ul style="list-style-type: none"> Phase d'intégration 	<p><u>2010</u></p> <p>Présentation dans le rapport de gestion des répercussions sur les chiffres correspondants de 2010, lorsque celles-ci seront connues.</p>		
	<p><u>Premier trimestre de 2011</u></p> <p>Présentation dans le rapport de gestion de la quantification définitive des répercussions de la conversion sur les chiffres correspondants de 2010.</p>		
	Intégration des solutions dans le système et les processus financiers sous-jacents de la société qui sont essentiels au passage aux IFRS (Se reporter à la section « <i>Infrastructure</i> » ci-dessous.)	La société prévoit adapter ses systèmes comptables existants aux fins du maintien de deux systèmes d'information en parallèle en vertu des IFRS.	
	La société s'attend à maintenir en parallèle deux livres comptables en 2010, soit un livre conforme aux PCGR du Canada en vigueur, et un livre conforme aux IFRS de l'IASB en vigueur.		
Communication et formation	Formation continue sur les répercussions prévues des IFRS, sur les choix aux termes d'IFRS 1 et sur les choix de conventions comptables.	<p>Tout au long de l'exercice, la société a mis en œuvre des activités de communication et de formation qui ont tiré parti des ressources internes.</p> <p>Les outils de formation et les ressources documentaires sont offerts par l'entremise d'un site Web portant sur la conversion aux IFRS.</p>	
Infrastructure – technologies de l'information	Établissement des changements qui doivent être apportés aux systèmes et aux processus.	Phase en grande partie achevée.	
	Actualisation des systèmes comptables aux fins de la préparation d'un état de la situation financière d'ouverture en vertu des IFRS de l'IASB et du maintien de deux livres comptables en 2010.	Les préparatifs ont débuté et les essais devraient prendre fin au plus tard au premier trimestre de 2010.	
	Mise en œuvre des fonctions en matière de planification et de prévisions financières en vertu des IFRS de l'IASB.	Les processus font actuellement l'objet de modifications. Une fonction d'établissement de prévisions en vertu des deux jeux de normes sera mise en place au cours de 2010.	

Activité clé	Jalons (délais d'exécution prévus)	État et commentaires
Évaluation des politiques de l'entreprise	Évaluation des répercussions sur les ententes contractuelles et sur les clauses restrictives. Des modifications seront apportées, s'il y a lieu.	Les contrats font actuellement l'objet d'un examen. L'examen préliminaire des clauses restrictives a débuté.
Environnement de contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Contrôle interne à l'égard de l'information financière 	Approbation des choix initiaux aux termes d'IFRS 1 et des choix de conventions comptables.	Approbation des cadres dirigeants reçue. Présentation des choix au comité de vérification aux fins d'examen, et au conseil aux fins d'approbation. Approbation reçue le 4 novembre 2009.
	Test des contrôles liés aux chiffres correspondants de 2010.	Activités prévues pour 2010.
<ul style="list-style-type: none"> Contrôles et procédures de communication de l'information 	Examen et approbation par les cadres dirigeants des informations à fournir pour l'exercice 2009 en vertu des IFRS.	L'ébauche des informations à fournir pour l'exercice 2009 est en cours de préparation.
	<u>2010</u> Examen et approbation par les cadres dirigeants des répercussions prévues de la conversion sur les résultats de l'exercice 2010.	
	<u>Décembre 2010</u> Publication prévue des indications finales pour l'exercice 2010, selon les PCGR du Canada. Présentation d'informations à jour sur les répercussions prévues de la conversion sur les résultats de l'exercice 2010.	TELUS publie depuis plusieurs années, en décembre, ses objectifs pour le prochain exercice et fournit des indications définitives pour l'exercice considéré. Elle tient habituellement une téléconférence avec les investisseurs après la publication du communiqué.
	<u>De décembre 2010 au premier trimestre de 2011</u> Publication prévue des objectifs de l'exercice 2011 en vertu des IFRS de l'IASB, ainsi que des informations supplémentaires concernant l'exercice 2010, en vertu des IFRS de l'IASB.	En raison de la transition, il se pourrait que la société doive reporter au premier trimestre de 2011 l'annonce de ses objectifs pour cet exercice, ou qu'elle doive réviser ses objectifs à ce moment-là.
	<u>Mai 2011</u> Résultats du premier trimestre de 2011 et chiffres correspondants de 2010 selon les IFRS de l'IASB. Analyse, dans le rapport de gestion, des répercussions définitives du passage aux IFRS.	

Rubrique 8.2.4 Modifications de conventions comptables transitoires adoptées

Faits nouveaux pour l'exercice 2009

Écart d'acquisition et actifs incorporels

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les frais de recherche et développement ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2009 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels s'appliquent à la société. La société a modifié la convention comptable qu'elle utilisait conformément aux dispositions transitoires des nouvelles recommandations.

Les nouvelles recommandations fournissent des lignes directrices exhaustives sur les cas où les dépenses peuvent être constatées comme des actifs incorporels. Avant l'exercice 2009, les frais initiaux de branchement et d'activation de comptes clients dans le secteur des services filaires, y compris les coûts directs connexes n'excédant pas les produits, étaient reportés et constatés sur la durée moyenne prévue de la relation d'affaires avec les clients; par suite de l'adoption des nouvelles recommandations, ces frais directs ne peuvent plus être constatés à titre d'actifs incorporels.

L'incidence de la mise en application de cette nouvelle norme sur les états consolidés des résultats et des autres éléments du résultat étendu de la société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009, de même que l'incidence de cette mise en application sur les bilans consolidés de la société au 30 septembre 2009 et au 31 décembre 2008 sont présentées à la note 2 b) des états financiers consolidés intermédiaires. En raison de la nature de ces frais directs et des périodes de temps sur lesquelles ils ont été reportés et constatés, ces nouvelles recommandations n'ont pas eu une incidence importante sur les résultats d'exploitation de la société pour les périodes considérées.

Regroupements d'entreprises et part des actionnaires sans contrôle

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*), sur les états financiers consolidés (chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*) et sur les participations sans contrôle (chapitre 1602 du *Manuel de l'ICCA*).

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2009, la société a procédé à l'adoption anticipée des nouvelles recommandations, conformément aux dispositions transitoires; autrement, la société aurait été tenue d'adopter les nouvelles recommandations avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2011.

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Contrairement aux nouveaux PCGR des États-Unis correspondants, qui exigent la constatation de la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, les sociétés peuvent choisir, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

L'évaluation à la juste valeur des acquisitions d'entreprises donnera notamment lieu :

- à la passation en charges des coûts d'acquisition;
- à la passation en charges des coûts de restructuration découlant de l'acquisition;
- à l'évaluation de la contrepartie conditionnelle, qui est comptabilisée comme un passif financier, à la juste valeur au moment de l'acquisition, les variations subséquentes de la juste valeur étant prises en compte dans le calcul des résultats d'exploitation;
- à la comptabilisation, à titre d'opérations sur capitaux propres, des variations de la part des actionnaires sans contrôle subséquentes à l'acquisition du contrôle par la société mère et ne donnant pas lieu à une perte de contrôle par la société mère.

Le degré d'importance des répercussions de l'adoption des nouvelles recommandations sur la société dépendra des faits précis liés à un regroupement d'entreprises survenu après le 1^{er} janvier 2009. Cependant, les états financiers consolidés de la société ont fait l'objet de changements mineurs appliqués rétrospectivement à l'égard de la présentation et des informations fournies en ce qui concerne la part des actionnaires sans contrôle :

- la part des actionnaires sans contrôle est désormais comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres dans les bilans consolidés;
- les états consolidés des résultats et des autres éléments du résultat étendu font désormais état de la répartition du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu entre les actionnaires de la société et la part des actionnaires sans contrôle, plutôt que de refléter la part des actionnaires sans contrôle dans les résultats d'exploitation à titre de déduction aux fins du calcul du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu.

Faits nouveaux pour l'exercice 2008

Dans le cadre des activités visant à assurer la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS de l'IASB, la société a mis en application les recommandations suivantes avec prise d'effet à l'exercice 2008.

Instruments financiers □ informations à fournir et présentation

Les recommandations actuelles concernant les informations à fournir sur les instruments financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*), et les recommandations actuelles concernant la présentation des instruments financiers ont été maintenues sans aucune modification (chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*). Les nouvelles recommandations ont donné lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations qui devaient être présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date du bilan, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques.

Stocks

Les anciennes recommandations concernant la comptabilisation des stocks ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*). Les nouvelles recommandations fournissent davantage de lignes directrices sur les exigences en matière d'évaluation des stocks et les informations à fournir à leur sujet; plus précisément, elles permettent la reprise de réductions de valeur effectuées antérieurement à la valeur nette de réalisation lorsque se produit une hausse subséquente de la valeur des stocks. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société n'ont pas été touchés de façon importante par les nouvelles recommandations.

9. Indications pour l'exercice 2009

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La société a révisé ses indications pour l'exercice 2009, lesquelles avaient été précédemment révisées dans son rapport de gestion du deuxième trimestre de 2009. Les indications révisées reflètent l'incertitude liée à la vigueur et à la persistance de la reprise économique au Canada, de même que la faiblesse des résultats obtenus par la Société au cours des neuf premiers mois de 2009 par rapport aux prévisions. Elles tiennent également compte de l'incidence prévue de l'acquisition de Black's Photo Corporation, de charges de restructuration annuelles plus élevées que prévues ainsi que du lancement rapide du nouveau réseau et du service sans fil HSPA, y compris le iPhone, en novembre 2009.

Indications révisées pour l'exercice	Indication pour 2009	Variation prévue par rapport à 2008	Indication antérieure, 7 août 2009
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	[Inchangé]	[0 % à 2 %]	9,65 G\$ à 9,80 G\$
BAIIA ¹	[Inchangé]	[(5) % à (2) %]	3,6 G\$ à 3,7 G\$
Bénéfice par action – de base; excluant les ajustements liés aux impôts ²	[Inchangé]	[(8) % à (2) %]	3,10 \$ à 3,30 \$
Bénéfice par action – de base ³	[Inchangé]	[(5) % à 1 %]	3,35 \$ à 3,55 \$
Dépenses en immobilisations	[Inchangé]	[10 %]	Inchangé, soit environ 2,05 G\$
Secteur des services filaires			
Produits d'exploitation (externes)	[Inchangé]	[0 % à 2 %]	5,0 G\$ à 5,1 G\$
BAIIA	[Inchangé]	[(8) % à (6) %]	1,625 G\$ à 1,675 G\$
Secteur des services mobiles			
Produits d'exploitation (externes)	[Inchangé]	[0 % à 1 %]	4,65 G\$ à 4,70 G\$
BAIIA	[Inchangé]	[(1) % à 1 %]	1,975 G\$ à 2,025 G\$

1. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement* » pour la définition, qui tient compte des coûts de restructuration.
2. Mesure non définie par les PCGR.
3. Les indications pour le bénéfice par action de base comprennent les ajustements liés aux impôts.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2009 ont été annoncés, le 16 décembre 2008. Le tableau tient compte des attentes révisées de la direction.

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels pour l'exercice à ce jour, et attentes confirmées ou révisées pour les indications concernant l'exercice 2009
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires dans le marché des affaires et le marché résidentiel, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Attentes inchangées, comme en témoignent les ajouts d'abonnés d'un important câblodistributeur concurrent en ce qui concerne le service de téléphonie numérique et le service Internet, ainsi que la pénétration accrue du marché des services d'affaires.
Gain d'environ 4,5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada	Nos attentes pourraient être trop élevées, compte tenu de la contraction de l'économie canadienne au cours des neuf premiers mois de 2009.
Pressions à la baisse sur les PMAA du secteur des services mobiles	Attentes confirmées par la diminution de 6,5 % d'un exercice à l'autre des PMAA combinés de TELUS au cours des neuf premiers mois de 2009, ce qui est supérieur aux attentes. Se reporter à la <i>rubrique 5.5</i> , « <i>Résultats du secteur des services mobiles</i> ».
Pénétration du marché des services mobiles par de nouveaux venus à compter du quatrième trimestre de 2009, la plupart de ces nouveaux venus devant pénétrer ce marché à partir de 2010	Attentes inchangées. La société s'attend à ce que un ou deux concurrents lancent leurs services au quatrième trimestre de 2009.
Charges de restructuration se situant environ entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars	Révisées à environ 160 millions de dollars pour tenir compte d'une meilleure efficacité opérationnelle (révisées auparavant le 7 août 2009 à quelque 150 millions de dollars et le 7 mai 2009 à quelque 125 millions de dollars pour l'ensemble de l'exercice 2009).

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels pour l'exercice à ce jour, et attentes confirmées ou révisées pour les indications concernant l'exercice 2009
Taux d'imposition combiné prévu par la loi se situant environ entre 30 % et 31 %	Attentes inchangées. Le taux d'imposition combiné prévu par la loi s'est élevé à 30,3 % pour les neuf premiers mois de 2009.
Paiements d'impôts nets se situant environ entre 320 millions de dollars et 350 millions de dollars	Le montant estimatif des paiements d'impôts pour 2009, déduction faite des économies, s'élève à environ 270 millions de dollars. Les paiements d'impôts au cours des neuf premiers mois de 2009 se sont élevés à 270 millions de dollars, résultat qui tient compte des impôts finaux exigibles pour l'exercice 2008 et des acomptes provisionnels pour 2009, déduction faite des économies d'impôts reçues en 2009.
Taux de change moyen prévu du dollar canadien de 0,80 \$ US	<p>Selon les attentes actuelles, le taux de change moyen du dollar canadien devrait être de 0,86 \$ US en 2009, selon les prévisions combinées des banques à charte canadiennes, de la Banque du Canada et du Conference Board du Canada ainsi que les prévisions internes.</p> <p>Le taux de change de clôture moyen du dollar canadien pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 s'élevait à environ 0,855 \$ US. Le taux de clôture au 30 septembre 2009 était de 0,934 \$ US, et le taux de clôture quotidien a varié entre 0,770 \$ US et 0,939 \$ US environ au cours des neuf premiers mois de 2009. (Source : Banque du Canada)</p> <p>La majorité des dépenses en immobilisations engagées en 2009, y compris celles liées au réseau sans fil HSPA, sont libellées en dollars canadiens. La société a recours à des opérations de couverture des taux de change en ce qui concerne une portion variable des achats d'appareils mobiles, selon les circonstances. Les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts sur la dette de la société libellée en dollars américains sont établies en vertu de contrats de swap de devises.</p>
<p>Taux d'actualisation estimatif de 7,00 % (subséquentement établi à 7,25 %) et rendement moyen à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (résultat conforme aux rendements à long terme de la société et à ses attentes pour l'avenir). Le montant net des charges de retraite au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et la capitalisation de ces régimes devraient dans les deux cas augmenter en 2009, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées en 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le montant net des charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à néant¹ pour 2009, montant subséquentement majoré à environ 18 millions de dollars². • Le montant des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à environ 200 millions de dollars¹ en 2009, montant subséquentement majoré à 211 millions de dollars². 	<p>Les hypothèses concernant la comptabilisation des régimes de retraite à prestations déterminées sont formulées au début de l'exercice. La société a réduit le montant estimatif des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées dans le rapport de gestion du premier trimestre et l'a ramené à 191 millions de dollars pour 2009; pour ce faire, elle s'est basée sur des rapports actuariels récents.</p>
<p>1. 16 décembre 2008 2. Rapport de gestion annuel 2008 daté du 11 février 2009</p>	

Dépenses en immobilisations consolidées préliminaires pour 2010

Grâce à l'achèvement prochain, en 2009, du réseau sans fil de prochaine génération et aux progrès réalisés dans l'expansion du réseau filaire à large bande, il est actuellement prévu que les dépenses en immobilisations pour 2010 ne s'élèveront qu'à 1,7 milliard de dollars.

10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques et à la gestion des risques décrits dans la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2008 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2009 de TELUS.

10.1 Réglementation

Audiences du CRTC aux fins du soutien du contenu local de la radiodiffusion

Le 6 juillet 2009, le CRTC a publié la *Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2009-406*, en vertu de laquelle il a haussé la contribution des entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR ») à un fonds visant à soutenir la programmation locale, la portant à 1,5 % des revenus bruts de radiodiffusion de toutes les EDR. Les EDR ont commencé à verser cette contribution en septembre 2009. Cette contribution est en sus de la tranche de 5 % des revenus bruts que les EDR versent au Fonds des médias du Canada (auparavant le Fonds canadien de télévision) ou qu'elles sont tenues de dépenser aux fins de leurs propres services de programmation communautaire. Également le 6 juillet, le CRTC a publié l'*Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2009-411*, qui infirme essentiellement ses conclusions antérieures, rejetant le paiement de tarifs d'abonnement par les EDR relativement aux signaux de télévision locaux qui peuvent être reçus gratuitement en direct, et concluant qu'un montant compensatoire devrait être versé aux radiodiffuseurs pour les signaux distribués par les EDR. En réponse à une poursuite intentée par Bell Canada, qui fait état d'une entorse à la justice naturelle lors de la formulation de cette conclusion, le CRTC a modifié l'*Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2009-411* afin de considérer s'il y a lieu (et non simplement la méthode) de verser un montant compensatoire aux radiodiffuseurs pour les signaux distribués. Le 17 septembre 2009, le gouvernement du Canada a publié un décret dans lequel il demande au CRTC de tenir compte des intérêts des consommateurs en matière de tarifs de distribution ou aux fins des négociations liées au régime de valeur relative à la rétribution du signal, et de soumettre un rapport au gouvernement. En réponse, le CRTC a annoncé qu'il poursuivrait l'audience amorcée dans le cadre de l'*Avis de consultation de radiodiffusion 2009-411* aux fins de l'examen des questions liées à l'octroi des licences fondées sur les groupes ainsi que des tarifs de distribution, et il a également amorcé une deuxième audience publique dans l'*Avis de consultation CRTC 2009-614*, afin de se pencher sur l'incidence des tarifs de distribution sur les consommateurs.

Le régime de valeur relative à la rétribution du signal proposé par le CRTC équivaut en fait à un régime de tarifs de distribution et il entraînera des coûts additionnels pour les consommateurs, sans toutefois ajouter à la valeur des services reçus. De plus, cette hausse des coûts pour les consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable sur la croissance du secteur de la distribution de radiodiffusion, y compris sur le service TELUS TV, dans l'avenir. La société s'attend à participer aux audiences que le CRTC tiendra. Entre-temps, TELUS a conjugué ses efforts à ceux d'autres EDR afin de lancer une campagne publique qui réprovoque les tarifs de distribution, de manière à contrer la campagne publique des radiodiffuseurs qui appuient ces tarifs.

Restrictions à la propriété étrangère (le CRTC a déterminé qu'un nouveau venu dans le secteur des services sans fil n'est pas actuellement admissible pour exercer des activités)

En avril 2009, TELUS a demandé au CRTC de déterminer si le nouveau venu dans le secteur des services sans fil Globalive se conformait aux lois fédérales en matière de propriété étrangère en vertu desquelles toutes les entreprises de communications au Canada exercent leurs activités. Après les audiences publiques tenues en septembre, le 29 octobre, le CRTC a statué que Globalive n'était pas en conformité avec la *Loi sur les télécommunications* en ce qui a trait à la propriété et au contrôle et n'est pas actuellement admissible pour exercer des activités en qualité d'entreprise canadienne de télécommunications. Globalive peut en appeler de la décision du CRTC.

TELUS ne s'est jamais opposée à la suppression des restrictions à la propriété étrangère au Canada, mais elle a simplement demandé que toutes les entreprises de communications au Canada soient assujetties aux mêmes règles à l'égard de leur exploitation sans qu'un avantage artificiel et injuste soit accordé à l'un quelconque des acteurs sur le marché par le gouvernement ou l'organisme de réglementation. Cette décision du CRTC n'empêche ni Globalive ni aucune autre nouvelle entreprise de communications sans fil de pénétrer le marché canadien ou d'accéder à du capital canadien, comme plusieurs l'ont déjà fait avec succès. Elle exige cependant que Globalive se conforme aux lois du Canada et qu'elle rectifie sa méthode de gouvernance et sa structure du capital. TELUS est d'avis que ces corrections devraient pouvoir être apportées dans un laps de temps raisonnable. TELUS recommandera de nouveau au gouvernement la détermination préalable de l'admissibilité des soumissionnaires pour les futures enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil.

10.2 Faits nouveaux concernant les ressources humaines

Négociations collectives chez TELUS Québec

La société a repris les négociations collectives avec le Syndicat québécois des employés de TELUS (« SQET »), aux fins de la conclusion d'une convention qui couvre environ 1 050 employés des corps de métier, employés de bureau et téléphonistes membres de l'équipe. La convention en vigueur conclue avec le SQET arrivera à échéance le 31 décembre 2009. Comme c'est le cas pour toutes négociations collectives, rien ne peut garantir que les charges de rémunération négociées ou les changements liés à l'efficacité opérationnelle seront conformes aux prévisions, ni que les négociations se traduiront par une productivité moindre ou des perturbations du travail au cours de la période.

Atténuation des risques : La société a recours à un modèle de gouvernance afin de s'assurer que les répercussions d'ordre financier et opérationnel découlant des conditions de règlement font l'objet d'une analyse et qu'elles s'alignent sur l'orientation stratégique de TELUS. Comme il est d'usage en période de négociations collectives, la société s'assurera, par mesure de prudence, que toute nécessité éventuelle de poursuivre les activités d'exploitation par suite d'une interruption de travail soit prise en compte dans le cadre d'un plan d'urgence.

10.3 Risques liés aux processus

Systemes et processus

TELUS prévoit modifier plusieurs dizaines de systèmes et processus aux fins de la mise en application de la taxe de vente harmonisée (la « TVH ») en Colombie-Britannique et en Ontario le 1^{er} juillet 2010. Les règles d'harmonisation n'ont pas toutes été établies, et ces règles, qui devront être mises en application dans un laps de temps relativement court, pourraient donner lieu à des questions d'interprétation et à des redressements futurs possibles susceptibles d'entraîner une hausse des coûts. Il est possible que d'autres provinces décident également d'adopter une TVH au cours de cette même période de temps. Il n'existe aucune certitude que les ressources requises aux fins de cette initiative n'auront pas une incidence défavorable sur les ressources disponibles pour mener à bien tous les projets de modifications en cours ou prévus. Il se pourrait également que d'autres projets soient remis à plus tard ou annulés et que les avantages susceptibles de découler de ces projets se concrétisent plus tard ou ne se concrétisent pas.

Atténuation des risques : TELUS a mis sur pied un programme touchant tous les échelons de l'entreprise, afin que toutes les modifications nécessaires soient apportées aux dizaines de systèmes et processus. La société possède une certaine expérience en matière de taxe de vente harmonisée, une telle taxe existant déjà à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. En règle générale, TELUS s'efforce d'établir les priorités liées au développement de systèmes d'une manière optimale. Dans le cadre de sa démarche aux fins de la gestion des projets, la société applique un processus d'identification des risques rigoureux et établit des plans d'urgence, et elle assure une gestion complète de la portée du projet, du contrôle des changements, des ressources et de la qualité. Pour établir l'assurance de la qualité de la solution, la société doit procéder à des essais exhaustifs au chapitre de la fonctionnalité, de la performance et de la garantie à l'égard des produits d'exploitation, et elle doit tirer parti des leçons retenues. Par ailleurs, TELUS a souvent l'habitude de s'assurer que son centre de planification de la poursuite des activités et de gestion des opérations en cas d'urgence est très bien préparé à l'avance lorsqu'elle doit procéder à d'importantes conversions de systèmes.

10.4 Santé, sécurité et environnement

Inquiétudes concernant le virus de la grippe A(H1N1)

En juin 2009, l'Organisation mondiale de la Santé (l'« OMS ») a haussé le niveau d'alerte à la pandémie à la phase 6 et a annoncé le début d'une pandémie liée au virus de la grippe A(H1N1) en 2009. Bien que le niveau d'alerte déclaré soit le plus élevé, il concerne la propagation géographique du virus, et non la gravité de la maladie qu'il entraîne. Au Canada, la plupart des cas d'infection se sont avérés mineurs et les répercussions sur les activités d'exploitation de TELUS n'ont pas été plus importantes que pendant les saisons de grippe normale. Le nouveau virus A(H1N1) ne s'est pas encore muté en un virus plus mortel, mais il n'existe aucune certitude qu'une telle mutation ne se produira pas dans l'avenir.

Le temps perdu en raison des congés de maladie de membres de l'équipe de TELUS peut avoir une incidence défavorable sur la productivité de la société et sur les coûts liés aux prestations-maladie des salariés. TELUS est un fournisseur clé d'infrastructures de communication essentielles au Canada, et ses activités reposent également sur la prestation de services par d'autres fournisseurs d'infrastructures (p. ex. l'électricité). Une pandémie de grippe pourrait avoir des répercussions défavorables sur la capacité de la société à fournir des services essentiels, et il n'existe aucune certitude que les vaccins mis au point pour combattre le virus A(H1N1) seront efficaces, ni qu'ils seront disponibles assez tôt ou en quantité suffisante.

Atténuation des risques : La société a mis en œuvre un plan exhaustif de poursuite des activités à l'échelle de l'entreprise et affecté des ressources aux fins de la poursuite des activités, et élaboré des politiques, des plans et des processus antisinistres, de manière à pouvoir composer avec divers scénarios, y compris une pandémie. Se reporter à la rubrique 10.10, « Menaces causées par l'homme et menaces naturelles » du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS. La société a revu et mis à jour ses politiques et ses plans en fonction des leçons tirées de la première vague de grippe A(H1N1) survenue en avril 2009. TELUS parraine également un programme de vaccination volontaire offert à tous les membres de son équipe chaque automne, et elle a communiqué d'autres recommandations à ses membres afin de réduire le risque de propagation de virus. Bien que TELUS ait mis en place des processus de planification de la poursuite des activités, il n'existe aucune certitude que des événements précis n'auront pas une incidence importante sur ses activités ni sur ses résultats.

Responsabilité au volant

Certaines études indiquent une augmentation du niveau de distraction des conducteurs qui utilisent leur téléphone mobile au volant. Les provinces du Manitoba, d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador ont interdit l'utilisation de téléphones mobiles au volant, mais ces provinces permettent toujours l'utilisation d'appareils à mains libres. L'Île-du-Prince-Édouard interdit uniquement l'utilisation d'appareils mobiles par les nouveaux conducteurs. L'Alberta prévoit présenter, en 2009, un projet de loi touchant de façon générale le problème de distraction au volant, et plus particulièrement l'utilisation par les conducteurs d'appareils électroniques mobiles. La Colombie-Britannique a annoncé un projet de loi interdisant entièrement l'envoi de messages textes et l'utilisation d'appareils mobiles pour tous les conducteurs, ainsi que l'utilisation d'appareils à mains libres pour tous les nouveaux conducteurs régis par le programme de permis gradué. La Saskatchewan compte également présenter un projet de loi qui interdira l'envoi de messages textes et l'utilisation de téléphones mobiles au volant. De plus, l'Alliance des fabricants d'automobiles, une association commerciale qui regroupe 11 sociétés, a annoncé qu'elle appuie l'interdiction visant l'envoi de messages textes à l'aide d'appareils mobiles et les appels effectués au volant à l'aide de tels appareils. Rien ne saurait garantir que des lois interdisant l'utilisation de téléphones mobiles au volant ou d'appareils à mains libres ne seront pas édictées et, si elles le sont, qu'elles n'auront pas une incidence négative sur la croissance du nombre d'abonnés, sur les niveaux d'utilisation ainsi que sur les produits d'exploitation tirés des services de téléphonie mobile.

Atténuation des risques : TELUS préconise la responsabilité au volant et conseille aux utilisateurs de téléphones mobiles de faire de la sécurité au volant leur priorité.

10.5 Croissance et fluctuations de l'économie

Si les récessions se poursuivent, cela pourrait nuire à TELUS

Dans son rapport sur la politique monétaire publié au troisième trimestre, la Banque du Canada note une amélioration constante de la confiance des consommateurs et des entreprises. Il subsiste toutefois une incertitude à l'égard de la vigueur et de la persistance de la reprise économique au Canada, en raison de laquelle les abonnés des services de télécommunications résidentiels et commerciaux pourraient retarder leurs achats de nouveaux services, réduire leur utilisation ou cesser de les employer, ou encore chercher des services assortis de tarifs plus modiques. Une croissance économique négative pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie disponibles et les créances douteuses de TELUS, ou faire possiblement en sorte que la société doive enregistrer une réduction de la valeur comptable de ses actifs, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses actifs incorporels d'une durée de vie indéfinie (soit ses licences de spectre) et son écart d'acquisition. Une réduction de la valeur comptable des actifs entraînerait l'imputation d'une charge aux résultats et une réduction des capitaux propres, mais elle n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Atténuation des risques : La société ne peut pas atténuer complètement les risques économiques. Tout au long de 2008, TELUS a profité de la forte croissance continue du secteur des services mobiles au Canada. Le ralentissement économique a grandement influé sur les résultats du secteur des services mobiles au premier trimestre de 2009, mais ces résultats se sont stabilisés aux deuxième et troisième trimestres de 2009. Cependant, le taux de croissance des abonnés aux services mobiles d'un exercice à l'autre et les PMAA continuent d'être touchés de façon défavorable. De plus, les économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta doivent maintenant composer avec une contraction ou un ralentissement de leur taux de croissance. TELUS continue à se concentrer sur cinq marchés verticaux importants, soit le secteur public et les secteurs des soins de santé, des services financiers et de l'énergie, de même que les services de gros aux entreprises de télécommunications. Le secteur public et les secteurs des soins de santé et des services financiers devraient de façon générale moins subir les contrecoups du ralentissement économique que les industries manufacturières et exportatrices en Ontario et au Québec et que les économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta. TELUS poursuit ses initiatives en matière de réduction des coûts et d'efficience, et elle a reporté les rachats d'actions dans le cadre de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités et pourrait décider de réduire ses dépenses en immobilisations dans l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite

Les fluctuations économiques et les fluctuations des marchés financiers pourraient également avoir une incidence défavorable sur la capitalisation et les charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées que TELUS a instaurés. Rien ne garantit que les charges au titre des régimes de retraite de TELUS et la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées n'augmenteront pas dans l'avenir, ce qui aurait, par conséquent, une incidence défavorable sur le bénéfice ou les flux de trésorerie. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite excèdent la valeur totale des fonds en fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison des rendements moins élevés des placements, des réductions du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et des pertes actuarielles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à atténuer ce risque au moyen de la mise en application de politiques et procédures conçues pour contrôler le risque d'investissement, et de la surveillance continue de sa situation de capitalisation. Les charges au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes pour 2009 ont été calculées principalement à l'aide des taux de rendement des actifs des régimes en 2008 et des taux d'intérêt à la fin de 2008, des révisions ayant été apportées aux prévisions en matière de capitalisation, à la lumière de rapports actuariels récents. Au 30 septembre 2009, selon les meilleures estimations de la société, la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 se chiffrait à 18 millions de dollars, comparativement à une économie de 100 millions de dollars en 2008, et les cotisations en espèces à ces régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 s'élevaient à 191 millions de dollars (102 millions de dollars en 2008).

11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation

11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance des secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt (se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration »).

Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Selon la définition établie par la direction, le BAIIA s'entend des produits d'exploitation déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration, lesquels sont des éléments figurant aux états consolidés des résultats et du résultat étendu. La société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'exploitation d'une entreprise de façon continue, compte non tenu des décisions en matière de financement et sans égard à l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA, tel qu'il est défini par la direction, avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation.

Rapprochement du BAIIA (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	280	286	846	846
Autres charges (produits)	6	6	22	25
Coûts de financement	101	122	302	345
Impôts sur les bénéfices	106	125	251	348
Bénéfice d'exploitation	493	539	1 421	1 564
Amortissement des immobilisations corporelles	330	344	994	1 033
Amortissement des actifs incorporels	100	92	287	245
BAIIA (tel qu'il est défini par la direction)	923	975	2 702	2 842

La direction calcule également le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
BAIIA	923	975	2 702	2 842
Dépenses en immobilisations	(558)	(473)	(1 589)	(1 228)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	365	502	1 113	1 614
Paielement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	(882)	—	(882)
BAIIA, déduction faite du total des dépenses en immobilisations	365	(380)	1 113	732

11.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. La direction est d'avis que sa définition des flux de trésorerie disponibles fournit une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

Calcul des flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
BAIIA	923	975	2 702	2 842
Rémunération à base d'actions	(3)	9	17	25
Montant net de la charge (de l'économie) au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	3	(25)	12	(75)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(31)	(27)	(135)	(78)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	3	(9)	33	(14)
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(4)	(5)	(18)	(22)
Intérêts en espèces payés	(38)	(43)	(271)	(264)
Intérêts en espèces reçus	19	—	54	2
Impôts remboursés (payés), et autres	(48)	(2)	(270)	(6)
Dépenses en immobilisations	(558)	(473)	(1 589)	(1 228)
Paielement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	(882)	—	(882)
Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)	266	(482)	535	300

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par la direction, et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Rentrées liées aux activités d'exploitation	814	985	2 280	2 072
Sorties liées aux activités d'investissement	(585)	(1 353)	(1 615)	(2 790)
229	(368)	665	(718)	
Ajustements				
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	14	2	(9)	8
Réduction (augmentation) des créances titrisées	—	(100)	(100)	250
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouvrés), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	(4)	(14)	(47)	80
Acquisitions	26	5	26	696
Produit de la vente d'actifs	—	(10)	—	(13)
Autres activités d'investissement	1	3	—	(3)
Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)	266	(482)	535	300

11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution et ratio de distribution des bénéfices net prévisibles En ce qui concerne le bénéfice réel, il s'agit des dividendes déclarés par action du trimestre, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice de base par action pour les quatre trimestres les plus récents. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio de distribution sur une base actuelle, en excluant les ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et l'incidence continue de l'option de règlement en espèces net liée aux options instaurée en 2007, est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 151 millions de dollars et à 27 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2009 et 2008.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Le calcul se fonde sur le total de la dette à long terme, y compris la tranche de la dette à long terme exigible dans un délai de un an.

Dette nette La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 30 septembre	
	2009	2008
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	5 891	6 038
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	28	30
Passif dérivé	1 001	1 045
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains (compte non tenu des incidences fiscales)	(109)	(140)
Encaisse et placements temporaires	(34)	(36)
Produits des créances titrisées	400	250
Dette nette	7 177	7 187

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 925 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication à long terme de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Le cas échéant, les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme seront incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2009 et 2008 sont équivalents aux coûts de financement comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis □ valeur comptable Total de la dette nette et des capitaux propres, compte non tenu du cumul des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Aux 30 septembre	
	2009	2008
Dette nette	7 177	7 187
Capitaux propres (2008 – données ajustées)		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 513	6 969
Ajouter : Cumul des autres éléments du résultat étendu	105	113
Part des actionnaires sans contrôle	20	22
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 815	14 291

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2009	2008 (données ajustées)	2009	2008 (données ajustées)
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 411 \$	2 450 \$	7 163 \$	7 199 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 456	1 465	4 348	4 336
Coûts de restructuration	32	10	113	21
Amortissement des immobilisations corporelles	330	344	994	1 033
Amortissement des actifs incorporels	100	92	287	245
	1 918	1 911	5 742	5 635
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	493	539	1 421	1 564
Autres charges, montant net	6	6	22	25
Coûts de financement	101	122	302	345
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	386	411	1 097	1 194
Impôts sur les bénéfices	106	125	251	348
BÉNÉFICE NET	280	286	846	846
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	9	4	36	(6)
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(4)	3	(12)	(1)
Variation de la juste valeur non réalisée des actifs financiers disponibles à la vente	–	(6)	1	(2)
	5	1	25	(9)
RÉSULTAT ÉTENDU	285 \$	287 \$	871 \$	837 \$
BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	279 \$	285 \$	843 \$	843 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	3	3
	280 \$	286 \$	846 \$	846 \$
TOTAL DU RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	284 \$	286 \$	868 \$	834 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	3	3
	285 \$	287 \$	871 \$	837 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,88 \$	0,89 \$	2,65 \$	2,62 \$
– Dilué	0,87 \$	0,89 \$	2,65 \$	2,61 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,475 \$	0,45 \$	1,425 \$	1,35 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	318	319	318	321
– Dilué	318	320	318	323

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 30 septembre 2009	Au 31 décembre 2008 (données ajustées)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	34 \$	4 \$
Débiteurs	781	966
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	112	25
Stocks	192	333
Frais payés d'avance et autres	200	176
Actifs dérivés	-	10
	1 319	1 514
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 664	7 317
Actifs incorporels amortissables	1 282	1 317
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	3 856	3 849
	12 802	12 483
Autres actifs		
Autres actifs à long terme	1 556	1 418
Placements	43	42
Écart d'acquisition	3 572	3 564
	5 171	5 024
	19 292 \$	19 021 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 417 \$	1 465 \$
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	14	163
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	84	51
Dividendes à payer	151	151
Facturation par anticipation et dépôts de clients	646	689
Tranche à court terme de la dette à long terme	82	4
Tranche à court terme des passifs dérivés	82	75
Tranche à court terme des impôts futurs	586	459
	3 062	3 057
Dette à long terme	5 809	6 348
Autres passifs à long terme	1 560	1 295
Impôts futurs	1 328	1 213
Capitaux propres (données ajustées)		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 513	7 085
Part des actionnaires sans contrôle	20	23
	7 533	7 108
	19 292 \$	19 021 \$

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2009	2008	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (données ajustées)	280 \$	286 \$	846 \$	846 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	430	436	1 281	1 278
Impôts futurs	110	113	231	290
Rémunération à base d'actions	(3)	9	17	25
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	3	(25)	12	(75)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(31)	(27)	(135)	(78)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	3	(9)	33	(14)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(14)	(2)	9	(8)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	36	204	(14)	(192)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	814	985	2 280	2 072
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(558)	(473)	(1 589)	(1 228)
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués	–	(882)	–	(882)
Acquisitions	(26)	(5)	(26)	(696)
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	–	10	–	13
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	(1)	(3)	–	3
Sorties liées aux activités d'investissement	(585)	(1 353)	(1 615)	(2 790)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	–	–	1	–
Dividendes aux actionnaires	(149)	–	(451)	(289)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	–	(75)	–	(274)
Émission de titres de créance à long terme	936	2 971	7 109	9 545
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 006)	(2 538)	(7 288)	(8 243)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	(2)	–	(6)	(5)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(221)	358	(635)	734
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	8	(10)	30	16
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	26	46	4	20
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	34 \$	36 \$	34 \$	36 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(38) \$	(43) \$	(271) \$	(264) \$
Intérêts reçus	19 \$	– \$	54 \$	2 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(48) \$	(1) \$	(270) \$	(8) \$

TELUS Corporation

Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 205 \$	1 248 \$	1 206 \$	1 202 \$	– \$	– \$	2 411 \$	2 450 \$
Produits intersectoriels	34	33	7	7	(41)	(40)	–	–
	1 239	1 281	1 213	1 209	(41)	(40)	2 411	2 450
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	804	823	693	682	(41)	(40)	1 456	1 465
Coûts de restructuration	29	9	3	1	–	–	32	10
	833	832	696	683	(41)	(40)	1 488	1 475
BAIIA ¹	406 \$	449 \$	517 \$	526 \$	– \$	– \$	923 \$	975 \$
Dépenses en immobilisations	365 \$	340 \$	193 \$	133 \$	– \$	– \$	558 \$	473 \$
Licences de spectre pour les services sans fil évolués	–	–	–	882	–	–	–	882
Dépenses en immobilisations totales ²	365 \$	340 \$	193 \$	1 015 \$	– \$	– \$	558 \$	1 355 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	41 \$	109 \$	324 \$	(489) \$	– \$	– \$	365 \$	(380) \$
							923 \$	975 \$
							330	344
							100	92
							493	539
							6	6
							101	122
							386	411
							106	125
							280 \$	286 \$

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits d'exploitation								
Produits externes	3 681 \$	3 755 \$	3 482 \$	3 444 \$	– \$	– \$	7 163 \$	7 199 \$
Produits intersectoriels	98	96	21	21	(119)	(117)	–	–
	3 779	3 851	3 503	3 465	(119)	(117)	7 163	7 199
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	2 471	2 503	1 996	1 950	(119)	(117)	4 348	4 336
Coûts de restructuration	104	19	9	2	–	–	113	21
	2 575	2 522	2 005	1 952	(119)	(117)	4 461	4 357
BAIIA ¹	1 204 \$	1 329 \$	1 498 \$	1 513 \$	– \$	– \$	2 702 \$	2 842 \$
Dépenses en immobilisations	1 011 \$	916 \$	578 \$	312 \$	– \$	– \$	1 589 \$	1 228 \$
Licences de spectre pour les services sans fil évolués	–	–	–	882	–	–	–	882
Dépenses en immobilisations totales ²	1 011 \$	916 \$	578 \$	1 194 \$	– \$	– \$	1 589 \$	2 110 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	193 \$	413 \$	920 \$	319 \$	– \$	– \$	1 113 \$	732 \$
							2 702 \$	2 842 \$
							994	1 033
							287	245
							1 421	1 564
							22	25
							302	345
							1 097	1 194
							251	348
							846 \$	846 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.

2. Les dépenses en immobilisations totales représentent la somme des dépenses en immobilisations et des licences de spectre pour les services sans fil évolués.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 4 janvier 2010 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2009.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente,
Avocate-conseil et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 4 novembre 2009

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com